

N° 75-001-XIF au catalogue

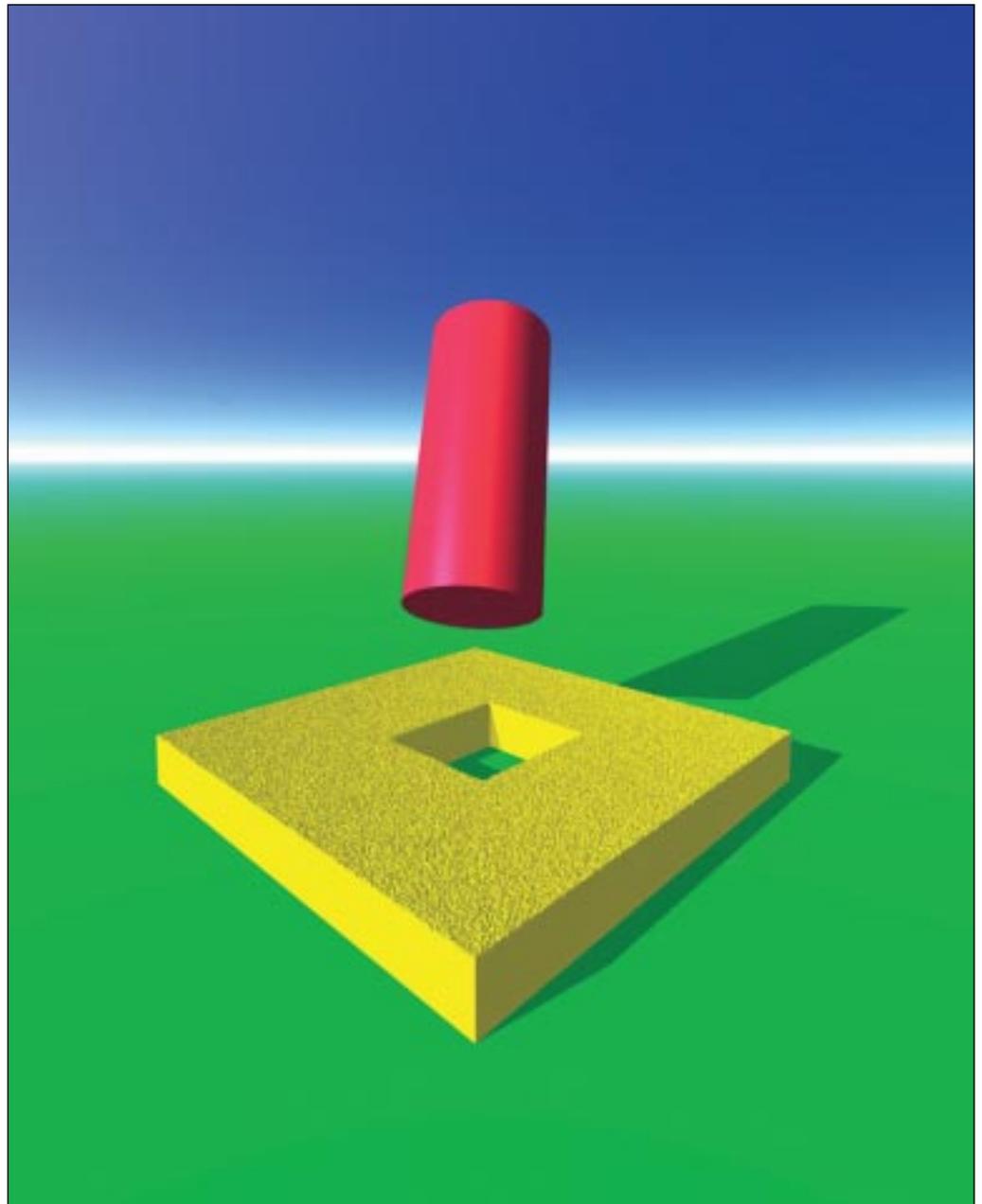


# L'EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE

**JANVIER 2001**

Vol. 2, n° 1

- LE MARCHÉ DU TRAVAIL :  
BILAN DE FIN D'ANNÉE
- FISCALITÉ INTERNA-  
TIONALE : TENDANCES  
RÉCENTES



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## *À votre service...*

### **Comment obtenir d'autres renseignements**

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : *L'emploi et le revenu en perspective*, 9-A6, Jean-Talon, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4608; courriel : [perspective@statcan.ca](mailto:perspective@statcan.ca)).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b><a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a></b>
<b>Site Web</b>	<b><a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a></b>

### **Renseignements sur les commandes/abonnements**

Ce produit peut être commandé par

- téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- courriel **[order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca)**
- poste Statistique Canada  
Division de la diffusion  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- et en personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

### **Normes de service au public**

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

# Faits saillants

## *Dans ce numéro*

### ■ **Le marché du travail : bilan de fin d'année** ... p. 5

- Le marché du travail au Canada a connu une autre bonne année en 2000. Pour une quatrième année consécutive, l'emploi a marqué une hausse tandis que le taux de chômage est demeuré à de bas niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis les années 70.
- Pendant les neuf premiers mois de 2000, le PIB du secteur des biens a augmenté de 2,2 %, environ la moitié du taux correspondant de 1999. En même temps, le secteur des services a continué de croître à un rythme semblable à celui de 1999.
- Suivant une croissance considérable de près de 6 % en 1999, l'emploi dans le secteur de la fabrication a ralenti en 2000 pour atteindre un rythme plus modéré. Bien qu'il ait diminué au cours de l'été, il s'est vigoureusement redressé durant les trois derniers mois, terminant l'année en hausse de 3 % ou de 60 000 travailleurs.
- De la hausse des 319 000 emplois en 2000, quelque 263 000 étaient des emplois à temps plein alors que les 56 000 autres étaient à temps partiel. Cela s'est traduit par des taux de croissance de 2,2 % et de 2,1 %, respectivement. En 1999, l'emploi à temps partiel avait chuté.
- L'emploi était aussi à la hausse dans les professions reliées aux ventes et aux services. Au cours de l'année, on comptait quelque 124 000 (3 %) travailleurs de plus œuvrant dans ces domaines. Cette hausse était attribuable aux travailleurs dans les points de vente au détail et de gros. Bien que le nombre de ces travailleurs ait augmenté en 2000, on comptait moins de gérants de magasins de détail et de gros.
- En 2000, le travail autonome a reculé pour la première fois depuis 1986. Il s'agit là d'un repli considérable, le nombre de travailleurs autonomes ayant diminué de 146 000 à la fin de l'année, en baisse de 6 %. Environ le tiers de ce déclin est attribuable à l'industrie agricole. Le nombre d'agriculteurs travaillant à leur compte a chuté de 50 000.
- Contrairement au travail autonome, le nombre d'employés dans le secteur privé a affiché une hausse exceptionnellement forte en 2000, faisant un bond de 376 000 ou de 4 %. Grâce à la croissance du secteur privé en 2000, la proportion que représentent les employés du secteur privé dans l'ensemble des salariés a finalement dépassé le sommet enregistré en 1989.
- On observe, pour une deuxième année d'affilée, une augmentation du nombre de personnes travaillant dans le secteur public, qui s'est traduite par un gain de 89 000. Compte tenu des reculs accusés dans l'administration publique et dans l'éducation en 2000, cette croissance est surtout attribuable aux soins de santé et à l'assistance sociale.
- Au cours de l'année, le nombre d'emplois chez les femmes du principal groupe d'âge actif (de 25 à 54 ans) s'est accru de 115 000 ou 2 %. Cette hausse est supérieure à la croissance démographique de ce groupe, de sorte que le taux d'emploi a grimpé de 0,9 point de pourcentage pendant l'année pour atteindre 74,4 %.
- L'emploi a progressé dans presque toutes les provinces, principalement en Ontario, la plus importante d'entre elles. De plus, même si elle compte 40 % de l'ensemble des emplois, l'Ontario a obtenu 60 % de la croissance à ce chapitre. L'Alberta, la Colombie-Britannique et les trois provinces des Maritimes comptent également parmi les provinces ayant obtenu une part des emplois supérieure à leur poids au pays.

## ■ Fiscalité internationale : tendances récentes

... p. 38

- En 1997, la fiscalité globale du Canada se classait au milieu du groupe des pays membres du G-7 et des 29 pays faisant partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Entre 1980 et 1997, le ratio total impôts-PIB au Canada a progressé de 4,8 points de pourcentage (passant de 32,0 % à 36,8 %), ce qui représente 15,0 %.
- Au cours de la même période, les recettes provenant de l'impôt des particuliers au Canada en pourcentage du PIB ont progressé de 3,1 points de pourcentage (passant de 10,9 % à 14,0 %), soit 28,4 %. Il s'agit de la deuxième augmentation en importance parmi les 4 pays du G-7 dans lesquels le ratio impôt des particuliers-PIB s'est accru—l'Italie occupant le premier rang.
- Le Canada a affiché la plus faible augmentation de l'impôt des sociétés entre 1980 et 1997 parmi les 4 pays du G-7 dans lesquels le ratio a grimpé, de même que parmi les 19 pays de l'OCDE dans lesquels on a observé une hausse de ce ratio. Les recettes tirées de l'impôt des sociétés au Canada en pourcentage du PIB se sont accrues de seulement 0,1 point de pourcentage (passant de 3,7 % à 3,8 %), soit 2,7 %.
- Entre 1980 et 1997, les recettes totales provenant des charges sociales au Canada en pourcentage du PIB se sont accrues de 2,3 points de pourcentage, soit 67,6 %. L'Allemagne a affiché une hausse équivalente, en points de pourcentage, se classant ainsi également au troisième rang parmi les 6 pays du G-7 dont le ratio a augmenté. Parmi les pays du G-7, les charges sociales ont diminué uniquement au Royaume-Uni.
- Les recettes tirées de l'impôt foncier au Canada en pourcentage du PIB ont augmenté de 0,8 point de pourcentage (passant de 2,9 % à 3,7 %), soit 27,6 %, au cours de cette période. Cela vaut au Canada le deuxième rang des hausses les plus faibles dans les 5 pays du G-7 dans lesquels le ratio a crû, mais un rang se situant au milieu du peloton parmi les 17 pays membres de l'OCDE ayant enregistré une progression de leur ratio.
- Entre 1980 et 1997, le ratio taxes à la consommation-PIB a grimpé en Italie, au Royaume-Uni et au Japon, et diminué au Canada et en France, demeurant inchangé en Allemagne et aux États-Unis. Les recettes provenant des taxes à la consommation au Canada en pourcentage du PIB ont reculé de 1,4 point de pourcentage (passant de 10,4 % à 9,0 %), soit 13,5 %.

Perspective

# Le marché du travail : bilan de fin d'année

Geoff Bowlby

L'économie et le marché du travail au Canada ont connu une autre bonne année en 2000. Pour une quatrième année consécutive, l'emploi a marqué une hausse tandis que le taux de chômage est demeuré à un bas niveau qu'on n'avait pas vu depuis les années 70.

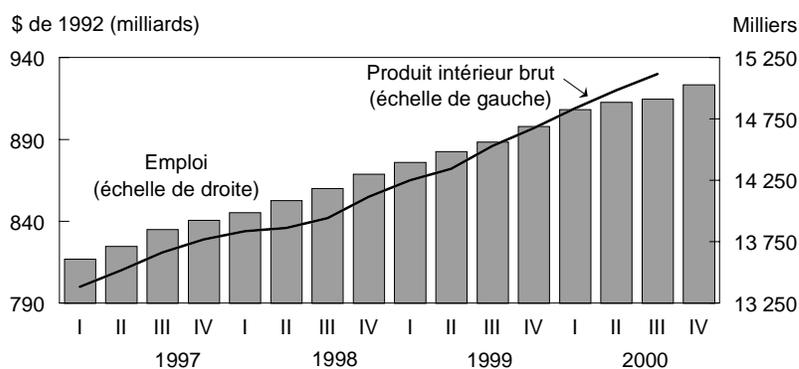
Si 2000 a été une *bonne* année pour les chercheurs d'emploi et les travailleurs, elle n'a pas été *exceptionnelle*. Au début de 2000, la croissance rapide de l'économie a permis une hausse de l'emploi pendant 37 mois consécutifs<sup>1</sup>. L'année a débuté avec éclat et la croissance de l'emploi s'est poursuivie au premier trimestre.

Toutefois, même si la forte croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est prolongée, l'économie a montré des signes d'essoufflement au deuxième trimestre (Statistique Canada, 2000). Ce ralentissement a eu une incidence sur le marché du travail. L'emploi s'est stabilisé au cours de l'été, pour la première fois depuis 1996 (graphique A).

Alors que le marché américain manifestait certains indices de ralentissement, les exportations vers ce pays ont légèrement reculé au troisième trimestre, mettant fin à 14 augmentations trimestrielles

*Geoff Bowlby est au service de la Division de la statistique du travail. On peut communiquer avec lui au (613) 951-3325 ou à bowlgeo@statcan.ca.*

**Graphique A : Le produit intérieur brut et l'emploi ont poursuivi leur progression en 2000.**



Sources : Enquête sur la population active et Système de comptabilité nationale, données désaisonnalisées

consécutives. Néanmoins, la demande intérieure est demeurée forte et, durant la deuxième moitié de l'année, le marché du travail, qui avait connu une stabilité à l'été, a bondi avec de fortes hausses de l'emploi.

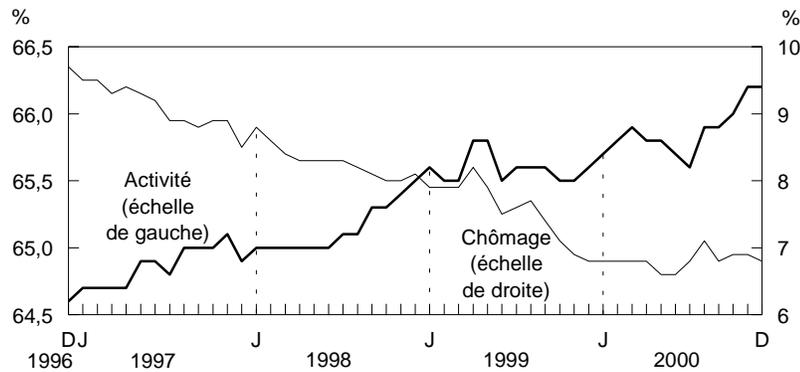
À la fin de l'année, plus de 319 000 emplois avaient été créés. Cette vigoureuse progression de 2 % a toutefois été moins importante que celle des trois dernières années lorsque, en moyenne, plus de 400 000 emplois (3 %) étaient créés. Même si la croissance de l'emploi a ralenti en 2000, l'activité sur le marché du travail a continué d'augmenter. Par conséquent, le taux de chômage s'est maintenu à environ 6,8 % tout au long de l'année, le taux le plus bas depuis les années 70 (graphique B).

## La force du marché du travail s'est dirigée vers le secteur des services

Pendant les neuf premiers mois de 2000, le PIB de la production des biens a augmenté de 2,2 %, environ la moitié du taux correspondant en 1999. En même temps, le secteur des services a continué de croître à un rythme semblable à celui de 1999 (graphique C).

Une croissance économique plus lente dans le secteur des biens s'est reflétée dans le marché du travail. Pour chaque emploi supplémentaire dans le secteur de la production des biens, on comptait 10 emplois de plus du côté du secteur des services. Cela est survenu alors que la croissance dans le secteur de la fabrication ralentissait à un

**Graphique B : Le taux d'activité a continué sa croissance en 2000, maintenant le taux de chômage à un niveau stable.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

dans la branche d'activité relative aux soins de santé et à l'assistance sociale ainsi que dans celle de la gestion, des services administratifs et autres services de soutien. Toutefois, la plus forte croissance est survenue dans le secteur qui emploie plus que tout autre : le commerce de détail et de gros.

**L'emploi a augmenté au chapitre des services liés à la «haute technologie»**

La croissance dans les services professionnels, scientifiques et techniques a été menée par les services de conception informatique—un

rythme plus modéré qu'en 1999 (Statistique Canada, 2000) et que l'emploi agricole chutait brusquement (tableau 1).

Une demande additionnelle pour des travailleurs du secteur des services a eu l'effet attendu sur la répartition des emplois. Par exemple, il y avait beaucoup plus d'emplois reliés à la vente et à l'informatique en 2000 que l'année précédente. Plus d'emplois dans le secteur des services a également entraîné une recrudescence du travail à temps partiel, un changement par rapport à il y a un an alors que le nombre d'emplois à temps partiel avait chuté. Aussi, les jeunes et les femmes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), qui sont plus susceptibles de travailler dans ce secteur que les hommes, sont ceux qui ont obtenu plus des trois quarts des emplois.

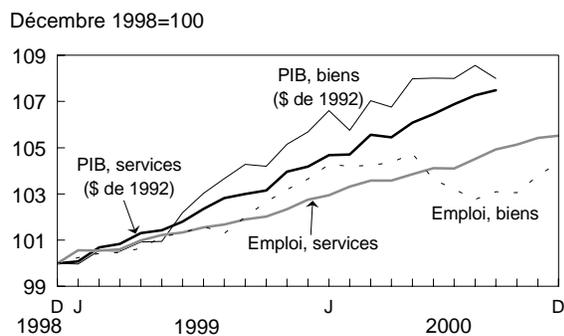
L'emploi a augmenté de façon similaire dans les services professionnels, scientifiques et techniques et dans le domaine de l'information, de la culture et des loisirs. Il y a eu un accroissement moindre

**Tableau 1 : Emploi selon l'industrie**

	Décembre 2000	Variation par rapport à décembre 1999	
	milliers	milliers	%
<b>Total</b>	<b>15 066,7</b>	<b>319,2</b>	<b>2,2</b>
<b>Secteur des biens</b>	<b>3 891,8</b>	<b>26,5</b>	<b>0,7</b>
Agriculture	347,5	-51,6	-12,9
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	277,7	2,4	0,9
Services publics	117,7	2,3	2,0
Construction	820,6	13,2	1,6
Fabrication	2 328,4	60,2	2,7
<b>Secteur des services</b>	<b>11 174,9</b>	<b>292,7</b>	<b>2,7</b>
Commerce	2 354,4	82,7	3,6
Transport et entreposage	787,8	23,6	3,1
Finance, assurances, immobilier et location	881,9	16,6	1,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	988,6	62,1	6,7
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	559,2	41,7	8,1
Services d'enseignement	952,1	-49,6	-5,0
Soins de santé et assistance sociale	1 523,7	51,8	3,5
Information, culture et loisirs	700,6	64,4	10,1
Hébergement et services de restauration	965,7	15,1	1,6
Autres services	698,4	-10,5	-1,5
Administrations publiques	762,4	-5,4	-0,7

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Graphique C : Le PIB et l'emploi liés à la production des biens ont ralenti par rapport à leur rythme de 1999.**



Sources : Enquête sur la population active et Système de comptabilité nationale, données désaisonnalisées

secteur fournissant un large éventail de services informatiques, y compris la programmation, la conception de pages Internet et l'intégration, la conception et l'analyse de systèmes informatiques. À la fin de 2000, un quart de million de personnes travaillaient dans le secteur de la conception de systèmes informatiques (en hausse de 20 000 ou de 9 % par rapport à 1999). Seulement 6 % d'entre elles occupaient un poste à temps partiel. L'emploi dans cette branche d'activité a triplé depuis le début de 1994, année marquant le commencement d'une vigoureuse tendance à la hausse.

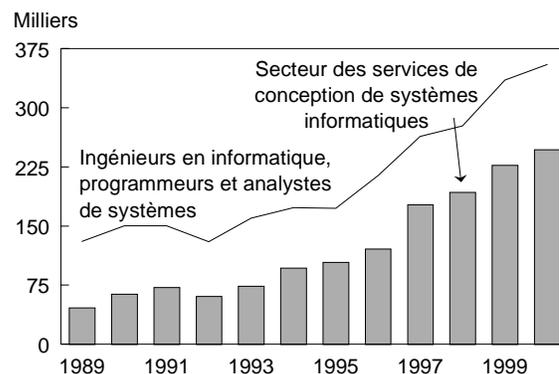
Cette croissance a indubitablement créé une forte demande pour les programmeurs, les analystes de systèmes et les ingénieurs en informatique. En tout, il y a eu une augmentation de 20 000 emplois (6 %) dans ces trois professions, le nombre global s'élevant à 355 000 (graphique D).

### Les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs ont aussi progressé

La forte demande pour les professionnels en informatique hautement qualifiés est un indice d'une économie dite du «savoir». Il en va de même quant à la croissance touchant le secteur de l'information, de la culture et des loisirs (64 000 emplois de plus, soit une hausse de 10 %), une branche d'activité reliée à Internet et à d'autres moyens d'information.

La croissance dans ce secteur a été menée par une recrudescence des emplois dans certains domaines clés. D'abord, 22 000 emplois (11 %) ont été créés dans le

**Graphique D : L'emploi a continué de monter en flèche dans les principales branches d'activité et professions ayant trait à l'informatique.**



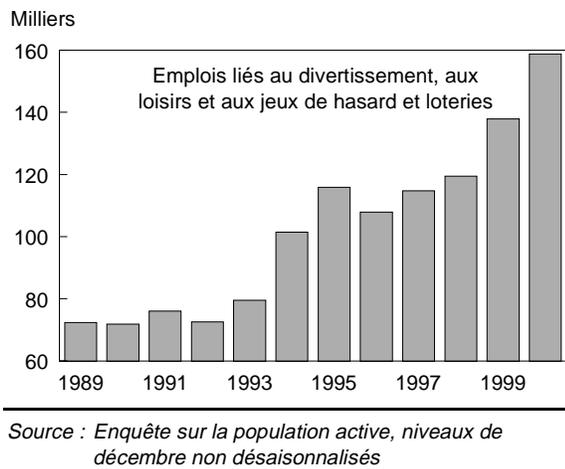
Source : Enquête sur la population active, niveaux de décembre non désaisonnalisés

secteur de la diffusion et des télécommunications, tandis que 19 000 (24 %) l'ont été dans celui de l'édition en 2000. Enfin, 10 000 emplois (24 %) ont été créés dans les services d'information et de traitement des données. Ce secteur comprend les groupes de presse, les bibliothèques et les entreprises de services d'accès à Internet.

Au cours de la dernière moitié des années 90, l'emploi dans le secteur du divertissement, des loisirs et des jeux de hasard et loteries a enregistré une croissance vigoureuse. Cette tendance s'est poursuivie en 2000, le nombre d'emplois augmentant de 21 000 (15 %). Alors que la hausse de l'emploi dans les casinos représentait environ 40 % de cette augmentation, l'autre moitié des gains a été observée dans les installations destinées aux loisirs telles que les terrains de golf, les centres de ski et les centres de conditionnement physique. Approchant les 160 000 personnes, le nombre de travailleurs dans le domaine du divertissement, des loisirs et des jeux de hasard et loteries a plus que doublé depuis le début des années 90 (graphique E)<sup>2</sup>.

### Accroissement des services d'emploi et de soutien aux entreprises

Des discussions au sujet de la «nouvelle économie» laissent entendre que les pressions exercées par la concurrence et la technologie ont radicalement modifié l'économie et le marché du travail (Picot et Heisz,

**Graphique E : Enfin, l'ère des loisirs?**

2000). Une des conséquences anticipées découlant de la concurrence grandissante est l'appel accru à la sous-traitance. Il semble que, de plus en plus, les entreprises achètent des services qui étaient auparavant assurés à l'interne. Au cours de la dernière décennie, les entreprises offrant des services d'emploi (agences de placement, services de travail temporaire et sociétés de mise à disposition de personnel) se sont multipliées. La croissance dans cette branche d'activité, qui fait partie de la catégorie de la gestion, des services administratifs et autres services de soutien, montre que les entreprises font peut-être de plus en plus appel à d'autres firmes pour les aider à combler leurs besoins en services de ressources humaines. En 2000, 17 000 personnes de plus (25 %) travaillaient dans les services d'emploi. À la fin de l'année, ce secteur comptait quelque 85 000 travailleurs, soit plus que le double du niveau enregistré en 1994.

La croissance dans un autre domaine faisant également partie de la catégorie de la gestion, des services administratifs et autres services de soutien—les services de soutien aux entreprises—a également été reliée à la sous-traitance. Les travailleurs de ce secteur sont surtout engagés dans des activités comme l'édition, le traitement de texte, les services de réponse téléphonique et de messagerie vocale, le télémarketing et les services de photocopie. En 2000, l'emploi dans les services de soutien aux entreprises a augmenté de 36 000 travailleurs. Tout comme pour les services d'emploi, le nombre d'emplois dans ce secteur a doublé au cours des six dernières années, atteignant 88 000 à la fin de 2000.

## Augmentation du nombre d'emplois dans le commerce de détail et de gros

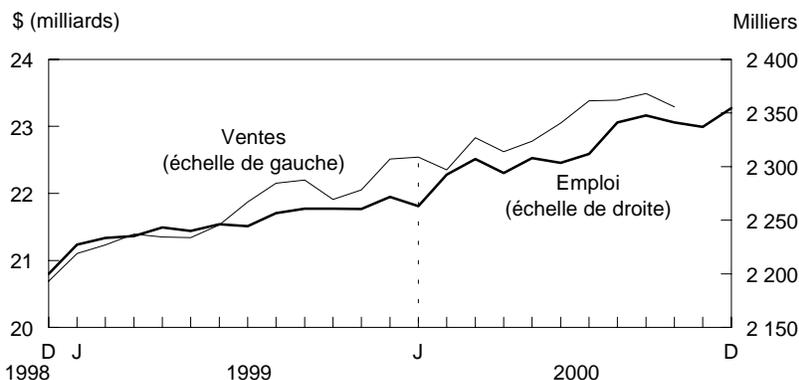
Le secteur qui embauche le plus grand nombre de travailleurs au Canada est le commerce de détail et de gros. Au début de 2000, les ventes au détail ont été plutôt faibles, mais elles se sont accélérées vers le milieu de l'année et, en octobre, elles étaient en hausse de 3,4 % par rapport au début de l'année. Bien qu'il n'y ait pas toujours de lien direct entre les ventes et l'emploi, l'accroissement des ventes réalisées aux points de vente au détail a pu entraîné une demande accrue pour des travailleurs dans ce secteur. En 2000, l'augmentation de l'emploi dans le secteur du commerce était de 3,6 % (83 000), se chiffrant à plus de 2,3 millions de travailleurs (graphique F).

## La fabrication a ralenti et l'emploi agricole a chuté

Suivant une croissance considérable de près de 6 % en 1999, l'emploi dans le secteur de la fabrication a ralenti pour atteindre un rythme plus modéré en 2000. Bien qu'il ait diminué au cours de l'été, il s'est vigoureusement redressé durant les 3 derniers mois, terminant l'année en hausse de 60 000 travailleurs (3 %). Il s'agit d'un repli comparativement à l'année précédente, mais également d'une croissance qui demeure supérieure à la moyenne de l'ensemble des secteurs. Malgré une hausse considérable, les livraisons manufacturières ont aussi fléchi durant les 10 premiers mois de 2000. De janvier à octobre, elles ont augmenté de 5 %, comparativement à 6 % au cours de la même période en 1999.

À mesure que se stabilisait la croissance de l'emploi dans le secteur de la fabrication, la chute de l'emploi agricole s'accélérait (graphique G). Suivant une diminution de 25 000 travailleurs (6 %) en 1999, le nombre de travailleurs dont l'emploi principal était en agriculture a accusé un nouveau repli de 52 000 (13 %) en 2000, probablement à cause d'une combinaison de facteurs. La robustesse du marché du travail peut avoir incité certains travailleurs, incluant les conjoints et les enfants vivant dans une ferme, à quitter l'exploitation agricole et à occuper un emploi mieux rémunéré. D'autres encore ont pu quitter en raison de difficultés financières découlant du prix relativement bas des produits ou encore de la hausse du coût du carburant et d'autres intrants agricoles. Troisièmement, le travailleur agricole type est plus âgé que la moyenne, ce qui suppose que la chute de l'emploi agricole peut aussi être attribuable à la retraite.

**Graphique F : Il y a eu une hausse de l'emploi dans le secteur du commerce ainsi que des ventes au détail.**



Sources : Enquête sur la population active, Division de la statistique du commerce, données désaisonnalisées

les cinq années suivantes. Au cours des deux dernières années, ce taux se situait à environ 18 %.

### Les professions liées aux ventes et aux services ont augmenté

Bien qu'il soit possible de déterminer la nature de la croissance de l'emploi en tenant compte de l'emploi selon le secteur et le régime de travail, les changements selon le type de profession sont plus révélateurs des compétences que recherchent les employeurs<sup>3</sup>.

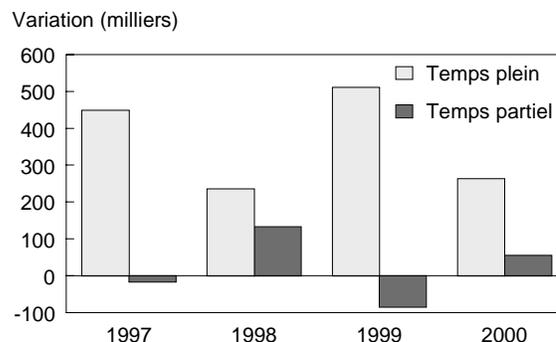
Comme l'emploi dans le secteur des services est en hausse, il n'est pas surprenant qu'il le soit aussi

### Contrairement à l'année 1999, l'emploi à temps partiel a crû

Au cours d'une année pendant laquelle les services ont connu une croissance de l'emploi, il fallait s'attendre à une certaine augmentation du travail à temps partiel. En fait, de la hausse des 319 000 emplois en 2000, quelque 263 000 étaient des emplois à temps plein alors que les 56 000 autres étaient à temps partiel. Cela s'est traduit par des taux de croissance de 2,2 % et de 2,1 %, respectivement. En 1999, l'emploi à temps partiel avait chuté (graphique H).

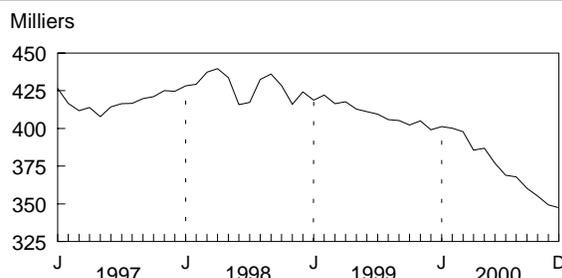
Après avoir progressé durant les quatre premières années de la décennie, la proportion des travailleurs à temps partiel s'est stabilisée à environ 19 % pendant

**Graphique H : Après avoir chuté l'année précédente, l'emploi à temps partiel a crû en 2000.**



Source : Enquête sur la population active, niveaux de décembre désaisonnalisés

**Graphique G : Le déclin de l'emploi agricole s'est poursuivi en 2000.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

en ce qui concerne les professions liées aux ventes et aux services. Au cours de l'année, le secteur des ventes et des services comptait quelque 124 000 travailleurs de plus (3 %), une majoration attribuable aux nouveaux employés embauchés aux points de vente au détail et de gros. Bien que le nombre de ces travailleurs ait augmenté en 2000, il y avait moins de gérants de magasins de détail et de gros.

La deuxième hausse en importance parmi les principaux groupes de professions s'est réalisée dans les emplois ayant trait aux affaires, à la finance et à

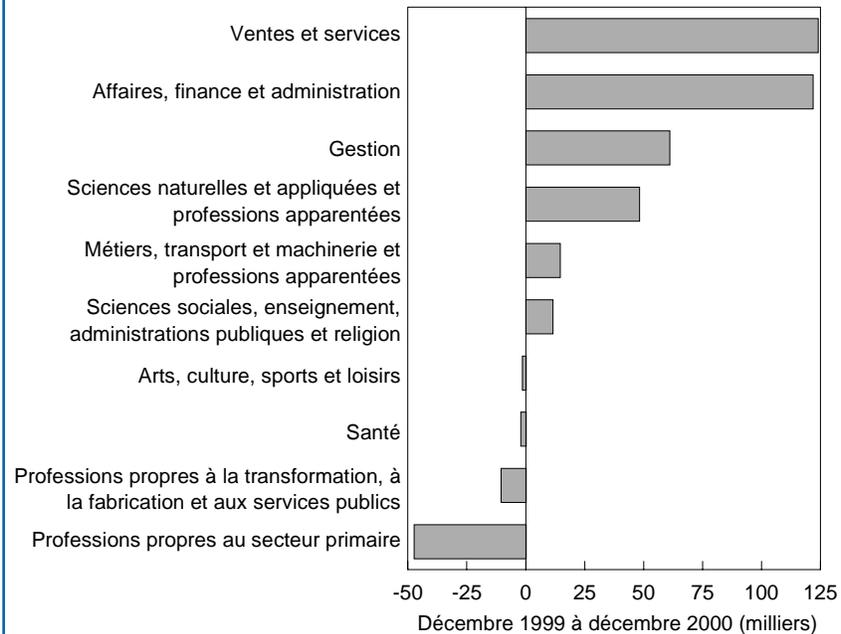
l'administration. Ces professions sont surtout exercées par des commis et des secrétaires. L'accroissement du nombre de travailleurs dans ces professions, c.-à-d. 122 000 personnes de plus (5 %), s'est surtout réalisé dans deux secteurs : les services professionnels, scientifiques et techniques (qui incluent la branche d'activité des services informatiques susmentionnée) et la gestion, les services administratifs et autres services de soutien.

Le nombre de gestionnaires a augmenté dans plusieurs secteurs, principalement dans la finance, les assurances, l'immobilier ainsi que dans la fabrication. À la fin de l'année, il y avait 61 000 gestionnaires de plus (4 %) (graphique I).

L'emploi dans les sciences naturelles et appliquées a également connu une augmentation considérable, en hausse de 48 000 (5 %). Ce groupe professionnel comprend les programmeurs, les analystes de systèmes et les ingénieurs. Il n'est pas surprenant qu'il y ait eu une progression du nombre de travailleurs des sciences naturelles et appliquées dans les services professionnels, scientifiques et techniques (surtout dans la composante des services de conception informatique). Un autre secteur où on retrouvait de plus en plus de travailleurs des sciences naturelles était celui de la fabrication.

En 2000, il semble qu'il y ait eu une hausse du niveau général des compétences des travailleurs manufacturiers, puisqu'il y a eu une diminution du nombre de cols bleus occupant des postes de transformation et une augmentation du nombre de gestionnaires, de travailleurs des sciences naturelles et appliquées et de ceux dans le secteur des métiers. Cela peut être en

**Graphique I : Les professions liées au domaine des ventes et des services ont augmenté le plus.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

partie attribuable à la nature changeante des produits fabriqués au Canada. Selon l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (qui peut fournir une répartition détaillée plus exacte du secteur que l'Enquête sur la population active), il y a eu un recul de la production de vêtements et de la production de pâtes et papiers et une montée de la production plus technique se rapportant à l'équipement de communication ainsi qu'aux pièces d'aéronefs et de véhicules automobiles (graphique J).

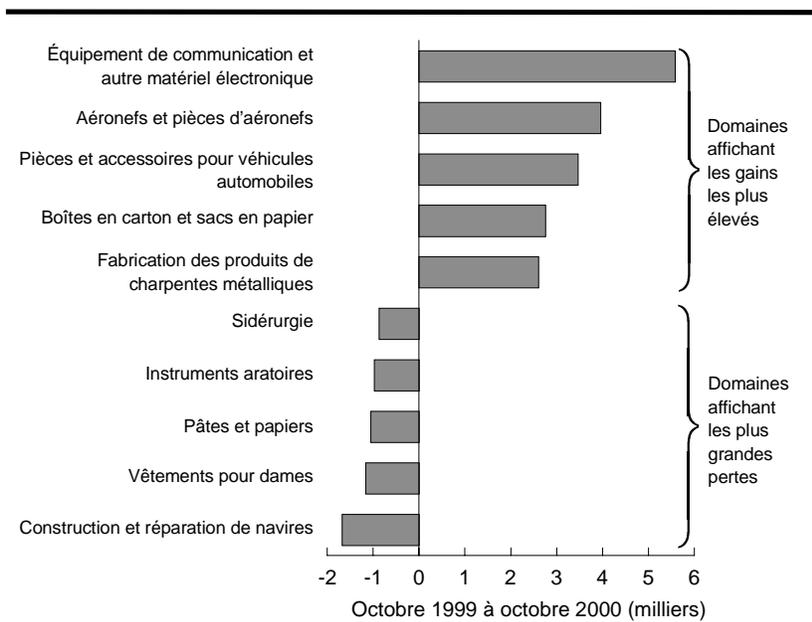
À l'autre extrémité de l'échelle, il y a eu des pertes d'emploi dans les professions propres au secteur primaire. L'emploi dans ce groupe a chuté de 47 000 (8 %), une diminution peu surprenante étant donné la baisse relative à l'emploi agricole.

### Hausse des travailleurs de tous les niveaux de compétence

L'enjeu des compétences a probablement toujours été un aspect important du marché du travail. Toutefois, au cours des dernières années, cela est devenu une préoccupation de premier plan puisque le rythme accru des changements technologiques, la concurrence grandissante et la globalisation, de même que d'autres facteurs, ont changé le type et la qualité des compétences recherchées (et offertes) dans la main-d'œuvre.

Afin d'évaluer et d'identifier les changements concernant le niveau de qualification de la main-d'œuvre, un système simple et cohérent est requis. En utilisant la méthode

**Graphique J : Les changements liés à l'emploi dans la fabrication ont reflété des compétences recherchées supérieures.**



Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, données provisoires non désaisonnalisées

personnes occupant des emplois exigeant un niveau de compétence intermédiaire (niveau C) n'a que très peu augmenté (graphique K).

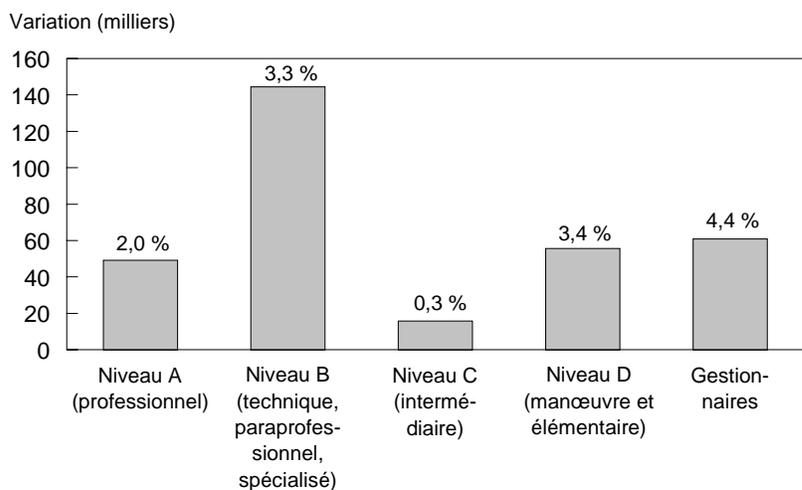
**Première baisse en ce qui concerne le travail autonome depuis 1986**

La catégorie de travailleurs (travailleurs autonomes, employés du secteur public ou privé) constitue une autre catégorie utile à l'évaluation de la nature du travail. En 2000, le travail autonome a reculé pour la première fois depuis 1986. Il s'agit là d'un repli considérable, le nombre de travailleurs autonomes ayant diminué de 146 000 à la fin de l'année, en baisse de 6 % (graphique L). Environ le tiers de ce déclin peut être attribuable à la baisse de l'emploi agricole. Le nombre d'agriculteurs travaillant à leur compte a chuté de 50 000.

élaborée par Développement des ressources humaines Canada, il est possible d'assigner un niveau de compétence à chaque profession<sup>4</sup>. Ce système divise les travailleurs en quatre groupes, ordonnés du plus haut niveau de compétence au plus bas (de A à D). Les gestionnaires, pour leur part, sont traités séparément.

En 2000, l'emploi a davantage augmenté à chaque extrémité du spectre. Les professions nécessitant des compétences techniques ou paraprofessionnelles (niveau B) ont augmenté le plus, bondissant de 145 000 (3 %). Parmi les plus qualifiés (niveau A), l'emploi a crû de 49 000 (2 %). À l'autre extrémité, il y a eu une hausse de 56 000 travailleurs (3 %) occupant des postes élémentaires ou de manœuvre (niveau D). Le nombre de

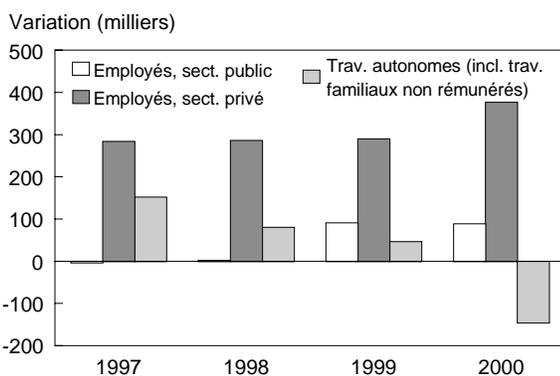
**Graphique K : En 2000, la croissance de l'emploi s'est manifestée à tous les niveaux de qualification.**



Source : Enquête sur la population active (selon les niveaux de qualification définis par Développement des ressources humaines Canada), niveaux de décembre non désaisonnalisés

Le nombre de travailleurs autonomes a aussi fortement baissé dans les «autres services», un secteur qui regroupe des travailleurs se livrant à une vaste gamme d'activités, dont, entre autres, la garde d'enfants (qui a connu la deuxième plus importante perte, après le travail agricole). Qu'est-ce qui explique le recul du travail autonome dans les autres services? La croissance des emplois mieux rémunérés au moment du recrutement dans des secteurs comme le commerce de détail tendait à restreindre le nombre de jeunes intéressés par la garde d'enfants. Ou peut-être le faisaient-ils seulement dans le cadre d'un emploi secondaire<sup>5</sup>.

**Graphique L : Le recrutement dans le secteur privé a bondi, tandis que le travail autonome a subi une baisse en 2000.**

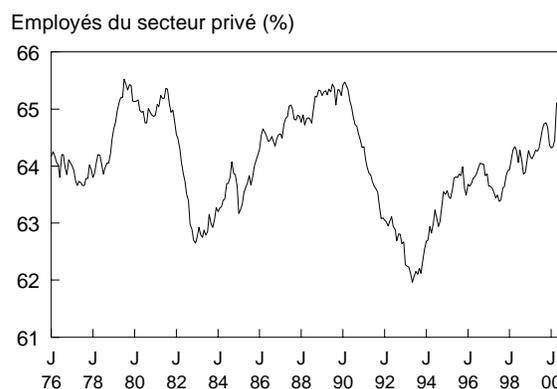


Source : Enquête sur la population active, niveaux de décembre désaisonnalisés

### Forte hausse du recrutement dans le secteur privé

Contrairement au travail autonome, le secteur privé a affiché une hausse exceptionnellement forte du nombre d'emplois en 2000, faisant un bond de 376 000 (4%). Après la récession du début des années 90, le recrutement dans le secteur privé n'a amorcé une reprise sensible qu'au cours de la dernière partie de la décennie. Grâce à la croissance survenue en 2000, la proportion que représentent les employés du secteur privé dans l'ensemble des salariés a finalement dépassé le sommet enregistré en 1989. En novembre 2000, 65,6 % de l'ensemble des employés travaillaient dans le secteur privé, soit le taux le plus élevé depuis au moins 1976 (graphique M).

**Graphique M : Après quatre ans de forte progression, l'emploi rémunéré dans le secteur privé a finalement surpassé son sommet d'avant la récession.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

### Les travailleurs de la santé ont renforcé le secteur public

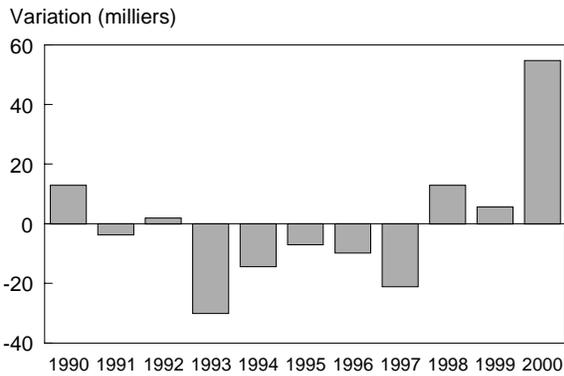
On observe, pour une deuxième année d'affilée, une augmentation du nombre de personnes travaillant dans le secteur public. L'emploi dans ce secteur a progressé de 89 000. Compte tenu des reculs accusés dans les secteurs de l'administration publique et de l'éducation en 2000, cette croissance est surtout attribuable aux soins de santé et à l'assistance sociale.

L'effectif des hôpitaux représente la principale composante de l'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale, bien que cette branche d'activité regroupe également les personnes travaillant dans les cabinets de médecins, les maisons de convalescence et les organismes de services sociaux. Si l'emploi dans les services sociaux a légèrement augmenté, la très grande partie de la croissance s'est produite dans les hôpitaux, particulièrement chez les effectifs professionnels et infirmiers (graphique N).

### Qui a trouvé du travail?

La nature de la croissance de l'emploi détermine souvent qui en tire parti. En 2000, l'expansion du secteur des services semble manifestement avoir entraîné une progression de l'emploi chez les jeunes et les femmes du principal groupe d'âge actif, plus susceptibles que

**Graphique N : Après des années de repli ou de faible croissance, l'emploi dans les hôpitaux a augmenté considérablement en 2000.**

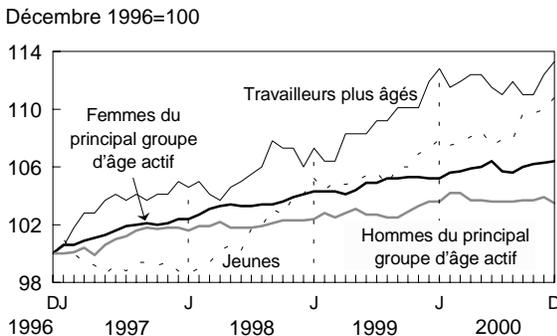


Source : Enquête sur la population active, niveaux de décembre non désaisonnalisés

les hommes à occuper des postes dans ce secteur. Au cours de l'année, le nombre d'emplois chez les femmes du principal groupe d'âge actif s'est accru de 115 000 (2 %). Cette hausse est supérieure à la croissance démographique de ce groupe, de sorte que le taux d'emploi a grimpé de 0,9 point de pourcentage pendant l'année pour atteindre 74,4 % (graphique O).

L'expansion de l'emploi dans les hôpitaux et dans le commerce de détail s'est imposée comme le moteur de la hausse de l'emploi chez les femmes du

**Graphique O : Le taux d'emploi s'est accentué davantage chez les jeunes et les femmes du principal groupe d'âge actif.**



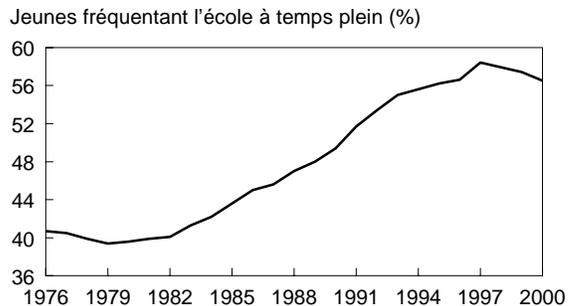
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

principal groupe d'âge actif. Le nombre de femmes occupant des postes de directrices ou de chefs des ventes et d'enseignantes s'est aussi accru.

Les jeunes se classaient au deuxième rang pour ce qui est de la croissance de l'emploi, enregistrant une hausse de 90 000 (4 %). Cette augmentation est principalement attribuable au commerce de détail. Leur taux d'emploi est monté de 1,8 point de pourcentage pour atteindre 57,4 %. Au cours des trois dernières années, le pourcentage de jeunes occupant un emploi a augmenté de plus de 6 points, soit la plus forte hausse observée parmi tous les groupes de travailleurs. Malgré ces gains considérables, le taux d'emploi des jeunes demeure inférieur à son sommet atteint à la fin des années 80 : un écart de presque 7 points de pourcentage les sépare.

Comme on l'a mentionné plus tôt, le taux de chômage s'est établi à près de 6,8 % tout au long de 2000, influencé par la hausse de la participation au marché du travail. L'augmentation de cette participation s'est principalement appuyée sur les jeunes, alors qu'on assistait à une baisse de la fréquentation scolaire. Pour la première fois depuis 1979, le pourcentage de jeunes poursuivant des études à temps plein a diminué pendant trois années consécutives. En 2000, 56 % des jeunes fréquentaient l'école à temps plein, en baisse d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente (graphique P).

**Graphique P : La fréquentation scolaire à temps plein a diminué au cours des dernières années, peut-être à cause d'une participation accrue au marché du travail.**



Source : Enquête sur la population active, moyenne de huit mois excluant les mois de mai à août

Après un gain de 134 000 (2 %) en 1999, la croissance de l'emploi chez les hommes du principal groupe d'âge actif a ralenti pour se chiffrer à 58 000 (1 %). Une progression moins marquée de l'emploi dans le secteur de la fabrication de même que le fléchissement en agriculture sont à l'origine de ce ralentissement. L'expansion observée n'a pas suffi à suivre le rythme de la croissance démographique de ce groupe, ce qui s'est traduit par une légère baisse du taux d'emploi des hommes de ce groupe d'âge (taux qui, s'établissant à 85,7 %, reste néanmoins supérieur à celui de tout autre groupe).

Les travailleurs plus âgés ont affiché une augmentation du nombre d'emplois (de 56 000) similaire à celle des hommes du principal groupe d'âge actif; toutefois, ce dernier groupe est nettement plus important. Il s'agit là d'une hausse de 4 % qui s'est surtout produite au profit des femmes plus âgées œuvrant dans le commerce de détail et les hôpitaux. Près du quart de l'ensemble de la population âgée de 55 ans ou plus travaillait en 2000, soit un taux sans précédent depuis le début des années 90.

### Où la croissance de l'emploi se manifestait-elle?

L'emploi a progressé dans presque toutes les provinces, particulièrement en Ontario, la plus importante d'entre elles. De plus, même si elle comptait 40 % de l'ensemble des emplois, l'Ontario a enregistré 60 % de la croissance. L'Alberta, la Colombie-Britannique et les trois provinces des Maritimes comptaient également parmi les provinces ayant obtenu une part des emplois supérieure à leur poids au pays (tableau 2).

### L'Ontario a poursuivi sa montée

Si l'emploi manufacturier a ralenti dans le reste du pays, il a continué de croître à bon rythme en Ontario, grimpant de 78 000 (7 %). Grâce à l'expansion enregistrée dans le secteur de la fabrication et dans certaines branches du secteur des services, le nombre d'emplois a augmenté de 186 000 au cours de l'année, en hausse de 3,2 %. Au cours des quatre dernières années, la croissance de l'emploi dans la province s'est établie, en moyenne, à 3,4 % par année.

Cette forte progression de l'emploi a permis de hausser le taux d'emploi de l'Ontario de 0,8 point de pourcentage, mais la poussée de la participation à la population active a, en réalité, fait monter le taux de chômage. À la fin de l'année, le taux de chômage en Ontario s'établissait à 6,0 %, soit un demi-point de pourcentage de plus qu'au début de l'année.

Les deux plus grandes villes ontariennes—Toronto et Ottawa—ont bénéficié des plus fortes augmentations. On comptait 119 000 travailleurs de plus à Toronto par rapport à l'année précédente, en hausse de 5 %. À Ottawa, le nombre d'emplois s'est accru de 22 000—un taux de croissance de 4 %. L'expansion de l'emploi manufacturier a contribué de façon importante à la progression observée dans ces deux villes de même que dans d'autres collectivités comme Windsor, St. Catharines-Niagara, Kitchener-Waterloo et London.

### Croissance ralentie au Québec, mais chômage peu élevé

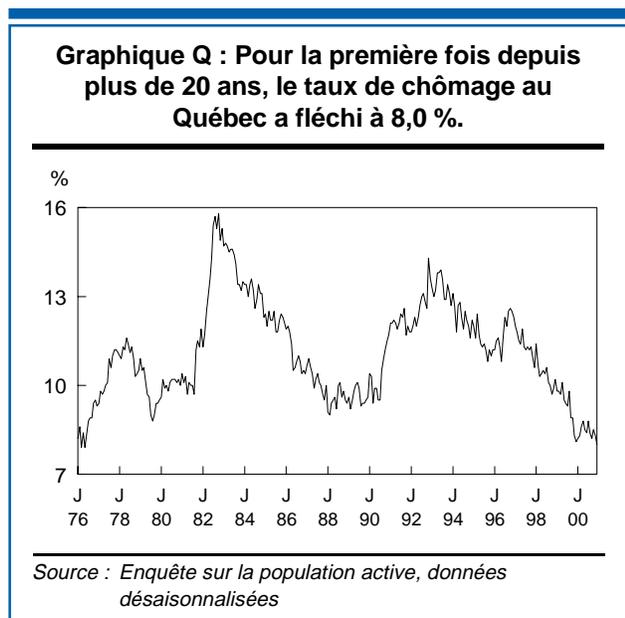
En 2000, la croissance de l'emploi s'est atténuée au Québec, après trois augmentations annuelles s'établissant en moyenne à 3 %. En décembre, le Québec comptait 26 000 emplois de plus (1 %) qu'au début

Tableau 2 : Emploi en 2000

	Moyenne annuelle	Variation par rapport à 1999		Variation par rapport à décembre 1999		
	milliers	milliers	%	milliers	%	
<b>Canada</b>	<b>14 909,7</b>	<b>378,5</b>	<b>2,6</b>	<b>15 066,7</b>	<b>319,2</b>	<b>2,2</b>
Terre-Neuve	204,5	-0,4	-0,2	204,7	-6,5	-3,1
Île-du-Prince-Édouard	64,5	3,2	5,2	65,3	1,6	2,5
Nouvelle-Écosse	419,5	10,9	2,7	425,6	11,7	2,8
Nouveau-Brunswick	334,4	6,0	1,8	338,3	8,9	2,7
Québec	3 437,7	80,3	2,4	3 451,4	25,8	0,8
Ontario	5 872,1	184,0	3,2	5 960,4	186,4	3,2
Manitoba	554,4	11,7	2,2	556,3	10,3	1,9
Saskatchewan	485,0	4,9	1,0	479,2	-4,7	-1,0
Alberta	1 588,2	34,9	2,2	1 613,0	41,3	2,6
Colombie-Britannique	1 949,1	42,7	2,2	1 972,5	44,3	2,3

Source : Enquête sur la population active, niveaux de décembre désaisonnalisés

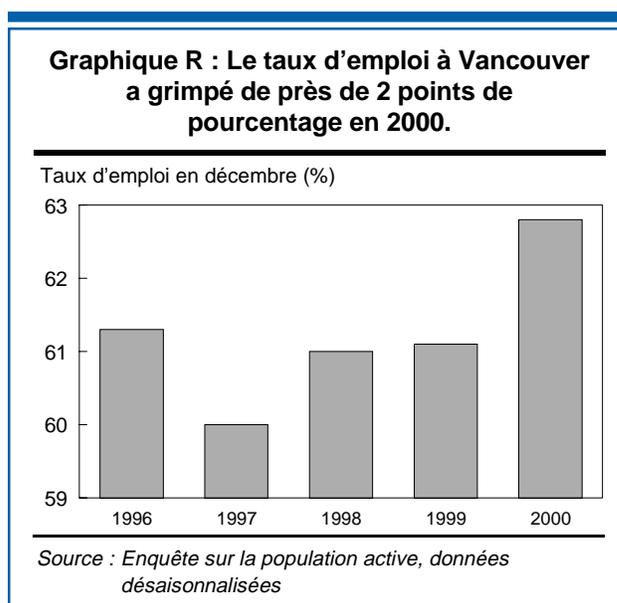
de l'année, soit un taux de croissance semblable à celui de la population. Le taux de chômage est resté à des taux jugés historiquement peu élevés. À la fin de l'année, il a glissé à 8,0 %, une première depuis le début de l'année 1976 (graphique Q).



### Les gains à Vancouver ont stimulé l'emploi en Colombie-Britannique

Troisième province en importance au chapitre de la population, la Colombie-Britannique a affiché une croissance de l'emploi de 2 %. À la fin de l'année, 44 000 personnes de plus y travaillaient; cette hausse a permis au taux d'emploi de monter de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 60,6 % et a fait passer le taux de chômage de 7,8 % à la fin de 1999 à 7,1 %.

La vigueur du marché du travail de la Colombie-Britannique était le reflet des améliorations enregistrées à Vancouver. L'expansion de l'emploi dans le secteur de l'hébergement et de la restauration ainsi que dans celui de l'information, de la culture et des loisirs a contribué à faire fléchir le taux de chômage de Vancouver à 5,8 % en décembre; il s'agit là d'un taux inférieur à celui enregistré à Toronto (6,1 %) et à Montréal (7,8 %). Le taux d'emploi a augmenté tout au long de l'année à Vancouver pour s'établir à 62,8 % en décembre, soit 1,7 point de pourcentage au-dessus de celui au début de l'année (graphique R).



### Croissance soutenue en Alberta

De toutes les provinces, l'Alberta est celle qui a affiché la croissance de l'emploi la plus constante et la plus soutenue. En 2000, l'expansion de l'emploi a été supérieure à 2 % pour une huitième année consécutive. À la fin de l'année, l'Alberta comptait 41 000 emplois de plus (3 %) en raison des gains obtenus dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, de la construction et de la fabrication. Cette augmentation du nombre d'emplois a fait passer le taux de chômage à 4,8 % en décembre, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à ce qu'il était un an plus tôt.

Calgary et Edmonton ont, toutes deux, enregistré une croissance de l'emploi au cours des dernières années, mais le nombre d'emplois a progressé plus rapidement à Calgary. Au milieu des années 90, on recensait plus d'emplois à Edmonton; en 2000, on en recensait quelque 58 000 de plus (11 %) à Calgary. Au cours des six dernières années, les hausses les plus fortes dans cette dernière ont été observées dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans le secteur de la fabrication.

### Taux de croissance de l'emploi supérieur au Manitoba

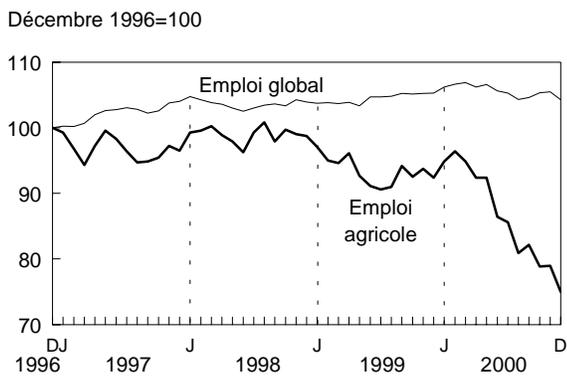
Grâce aux gains dans les secteurs de la fabrication ainsi que de l'information, de la culture et des loisirs, le nombre d'emplois s'est accru de 10 000 (2 %) au

Manitoba en 2000. La croissance de la population d'âge actif n'ayant atteint que 0,7 % (près de la moitié du taux national), le taux d'emploi a connu une hausse de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 64,6 % à la fin de l'année. Enregistrant un taux de chômage de 4,9 % en décembre, le Manitoba arrivait en deuxième position derrière l'Alberta pour ce qui est des taux de chômage les plus faibles.

### L'agriculture a provoqué un repli de l'emploi en Saskatchewan

L'emploi agricole s'est replié pour une deuxième année consécutive en Saskatchewan (graphique S). En 2000, cependant, la perte de 13 000 emplois (presque 19 %) était nettement plus marquée. En Saskatchewan, une personne sur 10 travaillait dans une ferme; il s'agit là du taux le plus élevé au pays. Il n'est donc pas surprenant que, compte tenu du fléchissement de l'agriculture, le nombre total d'emplois ait diminué de 5 000 (1 %) dans la province.

**Graphique S : Le travail agricole a reculé en Saskatchewan, poussant à la baisse l'emploi global.**



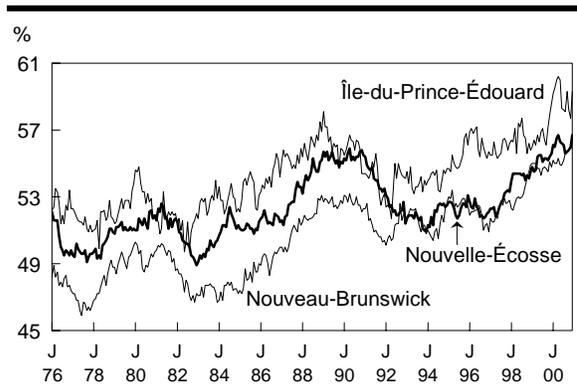
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

### La croissance s'est poursuivie dans les Maritimes

En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, l'expansion de l'emploi a été supérieure à 2,5 %. À la fin de l'année, la proportion de la population occupant un emploi s'établissait

à 59,3 % à l'Île-du-Prince-Édouard, à 56,7 % en Nouvelle-Écosse et à 55,9 % au Nouveau-Brunswick. Bien qu'ils demeurent relativement faibles par rapport à ceux du reste du pays, les taux d'emploi dans chacune de ces provinces ont atteint des sommets sans précédent en 2000 (graphique T).

**Graphique T : En 2000, les taux d'emploi ont atteint des sommets sans précédent dans les Maritimes.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Terre-Neuve est la seule province de l'Est ayant accusé un recul au chapitre de l'emploi. Par rapport à la fin de 1999, on comptait quelque 7 000 emplois de moins à Terre-Neuve, soit une baisse de 3 %. Les pertes observées en 2000 sont toutefois survenues après la forte croissance enregistrée au cours des trois années précédentes. Depuis 1996, au moment où l'emploi amorçait une reprise à l'échelle nationale, le nombre d'emplois a augmenté de 10,9 % à Terre-Neuve, soit un taux de croissance s'approchant de celui de l'ensemble du pays (11,5 %).

#### Perspective

#### Notes

- 1 L'emploi a en fait reculé en janvier 1998; ce repli, temporaire et non économique, est survenu en raison de la tempête de verglas qui a affligé l'ouest du Québec et l'est de l'Ontario.
- 2 Dans une étude récente, on a souligné que l'emploi dans le secteur des jeux de hasard et loteries est en croissance depuis un certain nombre d'années (Marshall, 2000).

3 On n'a pu comparer les tendances à plus long terme dans cette section. En raison de modifications concernant le codage des professions, les données de l'Enquête sur la population active à partir de juin 1999 ne sont pas comparables aux données antérieures.

4 Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a attribué un niveau de qualification à chaque profession détaillée selon son système de Classification nationale des professions (CNP). En liant le code de la CNP à celui de la Classification type des professions utilisé par Statistique Canada, il est possible de générer des données de l'Enquête sur la population active selon le niveau de compétence. Pour plus d'information sur la CNP et les niveaux de compétence, voir [www.hrhc-drhc.gc.ca](http://www.hrhc-drhc.gc.ca), puis «Classification nationale des professions».

5 La catégorie de travailleurs ne réfère qu'à l'emploi principal d'une personne.

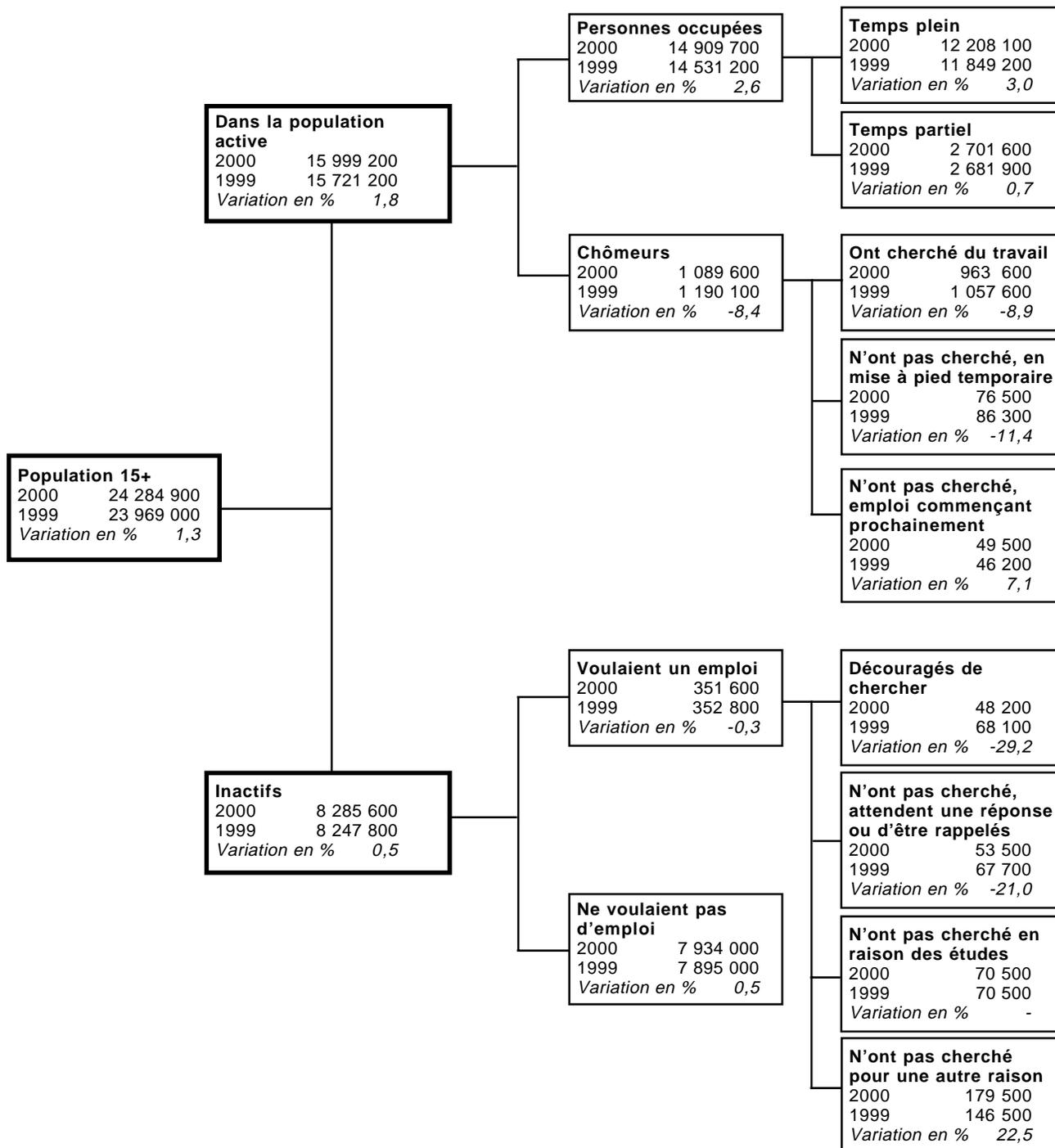
### ■ Documents consultés

MARSHALL, K. «Mise à jour des jeux de hasard», *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPB au catalogue de Statistique Canada, printemps 2000, vol. 12, n° 1, p. 31 à 37.

PICOT, G., et A. HEISZ. «Le marché du travail des années 1990», *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010-XPB au catalogue de Statistique Canada, février 2000, vol. 13, n° 2, p. 3.8 à 3.17.

STATISTIQUE CANADA. *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010-XPB au catalogue, septembre 2000, vol. 13, n° 9.

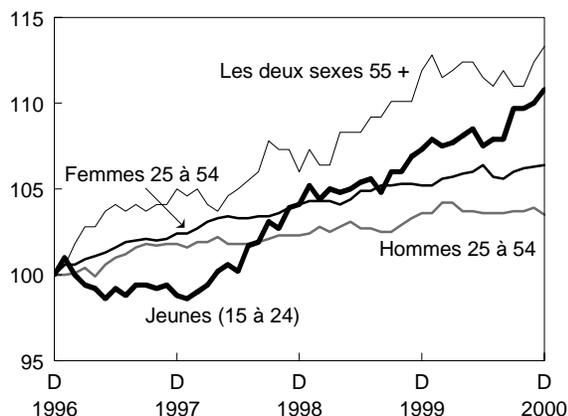
Situation vis-à-vis de l'activité de la population canadienne en âge de travailler



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**En 2000, les taux d'emploi des jeunes et des femmes du principal groupe d'âge actif ont augmenté le plus.**

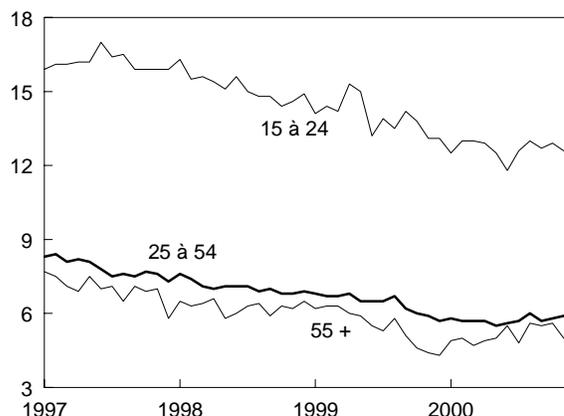
Indice du taux d'emploi, décembre 1996=100



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Le taux de chômage des jeunes, bien que toujours beaucoup plus élevé que celui des adultes, a poursuivi sa tendance à la baisse.**

Taux de chômage (%)



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**En pourcentage, la croissance de l'emploi a devancé la croissance démographique, sauf dans le cas des hommes du principal groupe d'âge actif.**

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	milliers			milliers		%	
<b>Population 15 +</b>	<b>23 178,7</b>	<b>24 111,4</b>	<b>24 435,3</b>	<b>1 256,6</b>	<b>323,9</b>	<b>5,4</b>	<b>1,3</b>
Jeunes (15 à 24)	3 946,3	4 052,2	4 084,1	137,8	31,9	3,5	0,8
Hommes 25 à 54	6 663,5	6 871,8	6 950,2	286,7	78,4	4,3	1,1
Femmes 25 à 54	6 686,4	6 889,6	6 955,5	269,1	65,9	4,0	1,0
Les deux sexes 55 +	5 882,6	6 297,8	6 445,5	562,9	147,7	9,6	2,3
<b>Emploi 15 +</b>	<b>13 518,7</b>	<b>14 747,5</b>	<b>15 066,7</b>	<b>1 548,0</b>	<b>319,2</b>	<b>11,5</b>	<b>2,2</b>
Jeunes (15 à 24)	2 042,5	2 254,1	2 344,4	301,9	90,3	14,8	4,0
Hommes 25 à 54	5 519,8	5 895,7	5 954,1	434,3	58,4	7,9	1,0
Femmes 25 à 54	4 674,0	5 062,8	5 177,5	503,5	114,7	10,8	2,3
Les deux sexes 55 +	1 282,4	1 534,8	1 590,7	308,3	55,9	24,0	3,6
<b>Chômage 15 +</b>	<b>1 459,6</b>	<b>1 074,9</b>	<b>1 103,7</b>	<b>-355,9</b>	<b>28,8</b>	<b>-24,4</b>	<b>2,7</b>
Jeunes (15 à 24)	384,2	340,0	335,6	-48,6	-4,4	-12,6	-1,3
Hommes 25 à 54	530,0	362,9	366,8	-163,2	3,9	-30,8	1,1
Femmes 25 à 54	435,0	302,2	323,5	-111,5	21,3	-25,6	7,0
Les deux sexes 55 +	110,4	69,7	78,0	-32,4	8,3	-29,3	11,9

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

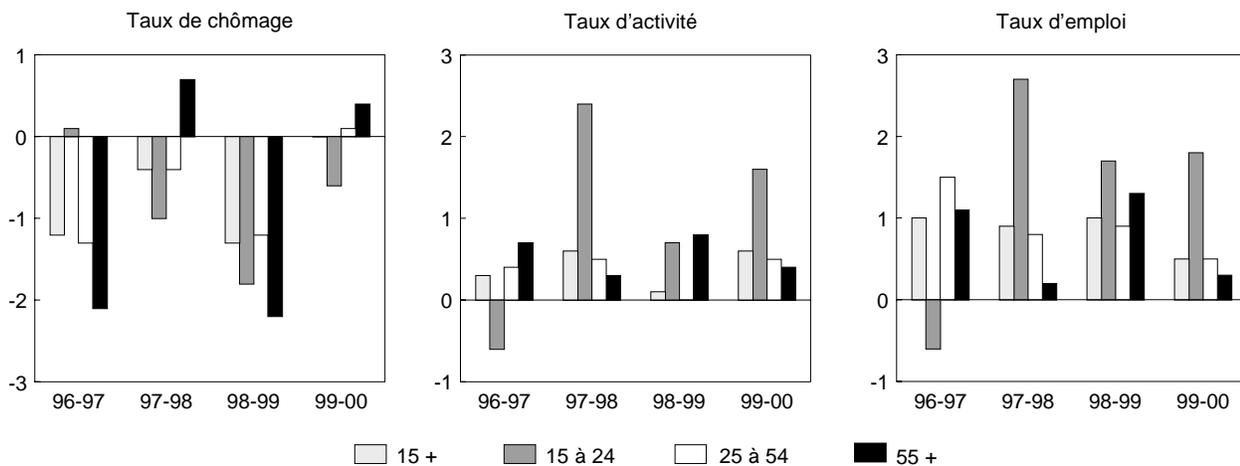
**Les taux de chômage des personnes plus âgées et des femmes du principal groupe d'âge actif ont augmenté légèrement en raison d'une hausse de l'activité.**

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre	
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	%			points de %	
<b>Taux de chômage 15 +</b>	<b>9,7</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>-2,9</b>	<b>-</b>
Jeunes (15 à 24)	15,8	13,1	12,5	-3,3	-0,6
Hommes 25 à 54	8,8	5,8	5,8	-3,0	-
Femmes 25 à 54	8,5	5,6	5,9	-2,6	0,3
Les deux sexes 55 +	7,9	4,3	4,7	-3,2	0,4
<b>Taux d'activité 15 +</b>	<b>64,6</b>	<b>65,6</b>	<b>66,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>
Jeunes (15 à 24)	61,5	64,0	65,6	4,1	1,6
Hommes 25 à 54	90,8	91,1	90,9	0,1	-0,2
Femmes 25 à 54	76,4	77,9	79,1	2,7	1,2
Les deux sexes 55 +	23,7	25,5	25,9	2,2	0,4
<b>Taux d'emploi 15 +</b>	<b>58,3</b>	<b>61,2</b>	<b>61,7</b>	<b>3,4</b>	<b>0,5</b>
Jeunes (15 à 24)	51,8	55,6	57,4	5,6	1,8
Hommes 25 à 54	82,8	85,8	85,7	2,9	-0,1
Femmes 25 à 54	69,9	73,5	74,4	4,5	0,9
Les deux sexes 55 +	21,8	24,4	24,7	2,9	0,3

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

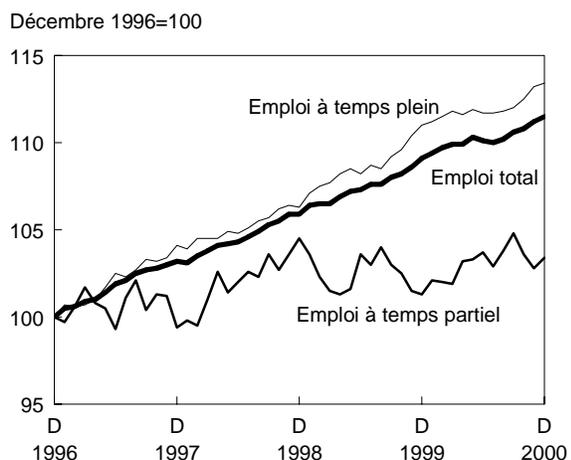
**Depuis trois années consécutives, le taux d'emploi chez les jeunes a enregistré la plus forte progression.**

Variation en points de pourcentage, décembre à décembre



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Au fil des ans, la croissance de l'emploi à temps plein a surpassé de loin celle de l'emploi à temps partiel, mais en 2000, les taux de croissance de l'emploi à temps plein et à temps partiel étaient presque les mêmes.**

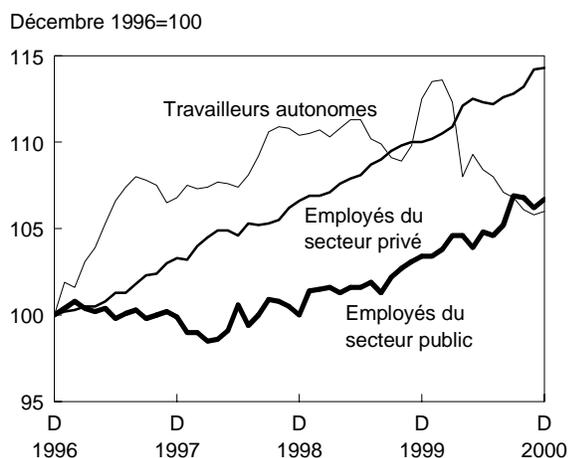


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Emploi	Temps plein	Temps partiel
	milliers		
<b>Niveau de décembre</b>			
1996	13 518,7	10 899,8	2 618,8
1999	14 747,5	12 095,4	2 652,1
2000	15 066,7	12 358,7	2 708,0
<b>Variation absolue</b>			
1996 à 2000	1 548,0	1 458,9	89,2
1999 à 2000	319,2	263,3	55,9
	%		
<b>Variation en pourcentage</b>			
1996 à 2000	11,5	13,4	3,4
1999 à 2000	2,2	2,2	2,1

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Pour la première fois depuis 1986, le travail autonome a fléchi en 2000.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

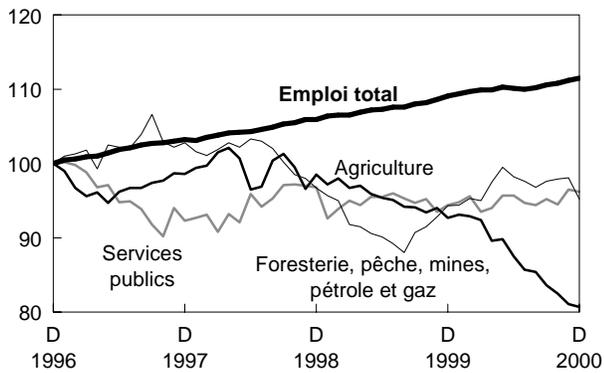
	Emploi total	Employés		Travailleurs autonomes
		Public	Privé	
	milliers			
<b>Niveau de décembre</b>				
1996	13 518,7	2 655,3	8 633,4	2 230,0
1999	14 747,5	2 745,0	9 493,5	2 509,0
2000	15 066,7	2 833,5	9 869,9	2 363,3
<b>Variation absolue</b>				
1996 à 2000	1 548,0	178,2	1 236,5	133,3
1999 à 2000	319,2	88,5	376,4	-145,7
	%			
<b>Variation en pourcentage</b>				
1996 à 2000	11,5	6,7	14,3	6,0
1999 à 2000	2,2	3,2	4,0	-5,8

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

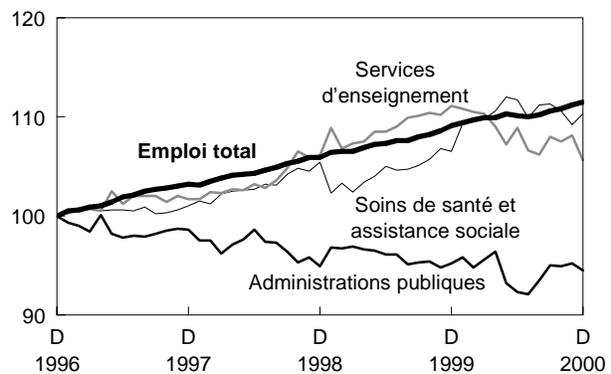
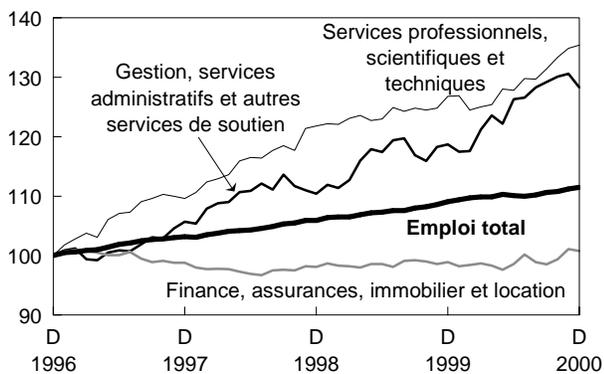
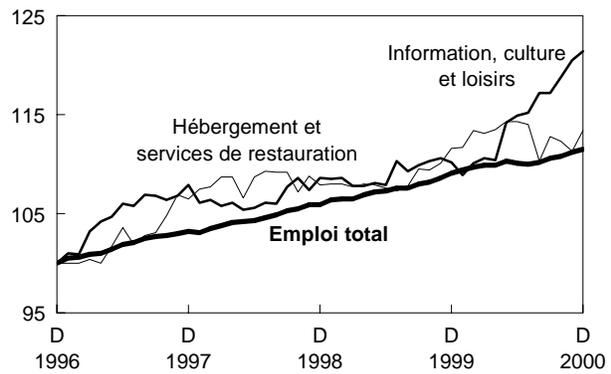
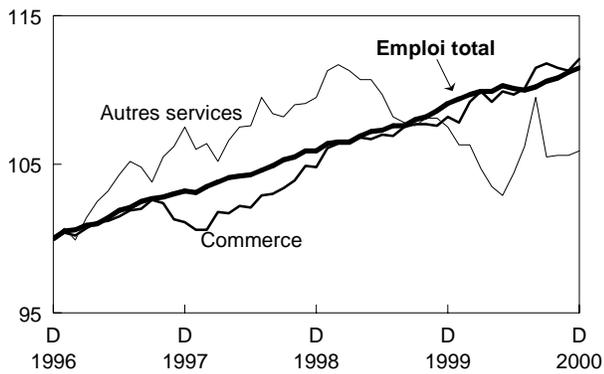
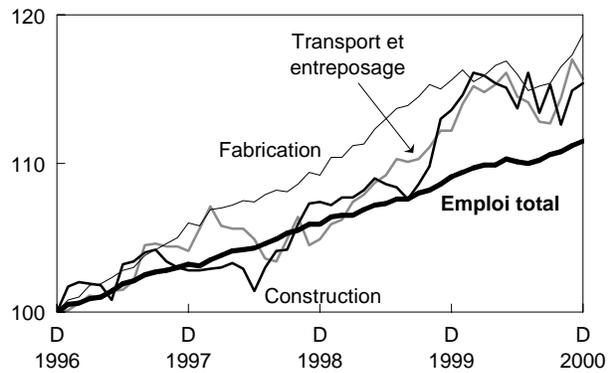
**Au cours des quatre dernières années, on a observé une forte croissance de l'emploi dans la fabrication et le commerce, soit les deux plus importants secteurs au Canada. En 2000, les gains ont également été considérables au chapitre des services professionnels, scientifiques et techniques de même que dans le domaine de l'information, de la culture et des loisirs, entre autres.**

Indice de l'emploi

Décembre 1996=100

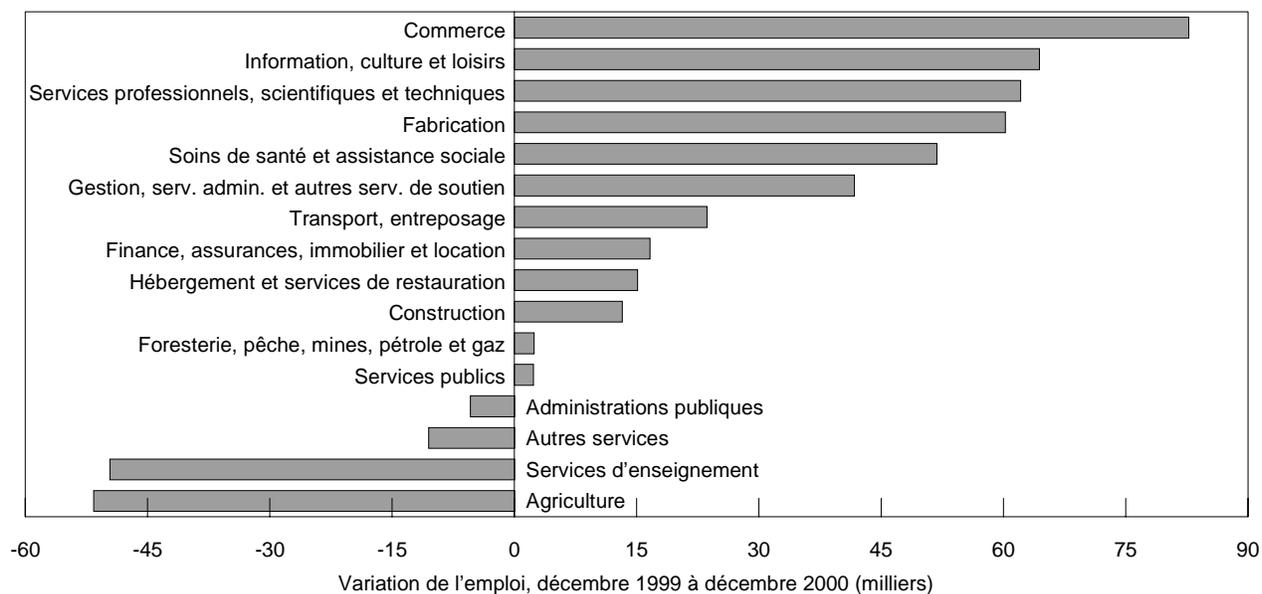


Décembre 1996=100



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Les trois branches d'activité ayant connu la plus forte croissance en 2000 faisaient partie du secteur des services.**

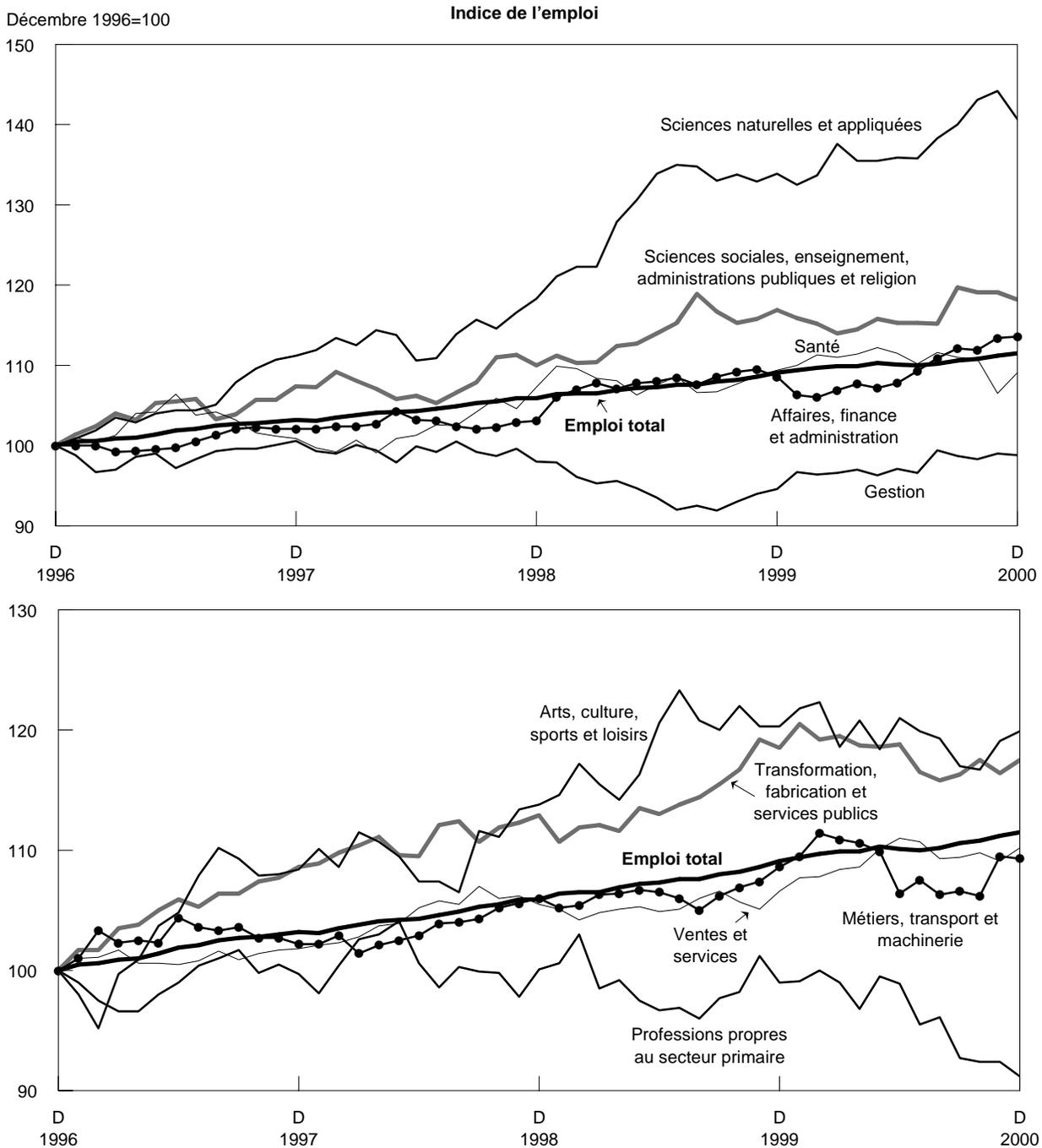


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	milliers			milliers		%	
<b>Ensemble des branches d'activité</b>	<b>13 518,7</b>	<b>14 747,5</b>	<b>15 066,7</b>	<b>1 548,0</b>	<b>319,2</b>	<b>11,5</b>	<b>2,2</b>
Secteur des biens	3 517,1	3 865,3	3 891,8	374,7	26,5	10,7	0,7
Agriculture	430,7	399,1	347,5	-83,2	-51,6	-19,3	-12,9
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	291,8	275,3	277,7	-14,1	2,4	-4,8	0,9
Services publics	122,3	115,4	117,7	-4,6	2,3	-3,8	2,0
Construction	711,0	807,4	820,6	109,6	13,2	15,4	1,6
Fabrication	1 961,3	2 268,2	2 328,4	367,1	60,2	18,7	2,7
Secteur des services	10 001,6	10 882,2	11 174,9	1 173,3	292,7	11,7	2,7
Commerce	2 100,0	2 271,7	2 354,4	254,4	82,7	12,1	3,6
Transport et entreposage	681,0	764,2	787,8	106,8	23,6	15,7	3,1
Finance, assurances, immobilier et location	875,1	865,3	881,9	6,8	16,6	0,8	1,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	730,4	926,5	988,6	258,2	62,1	35,4	6,7
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	436,0	517,5	559,2	123,2	41,7	28,3	8,1
Services d'enseignement	901,4	1 001,7	952,1	50,7	-49,6	5,6	-5,0
Soins de santé et assistance sociale	1 382,0	1 471,9	1 523,7	141,7	51,8	10,3	3,5
Information, culture et loisirs	577,2	636,2	700,6	123,4	64,4	21,4	10,1
Hébergement et services de restauration	851,9	950,6	965,7	113,8	15,1	13,4	1,6
Autres services	659,7	708,9	698,4	38,7	-10,5	5,9	-1,5
Administrations publiques	806,9	767,8	762,4	-44,5	-5,4	-5,5	-0,7

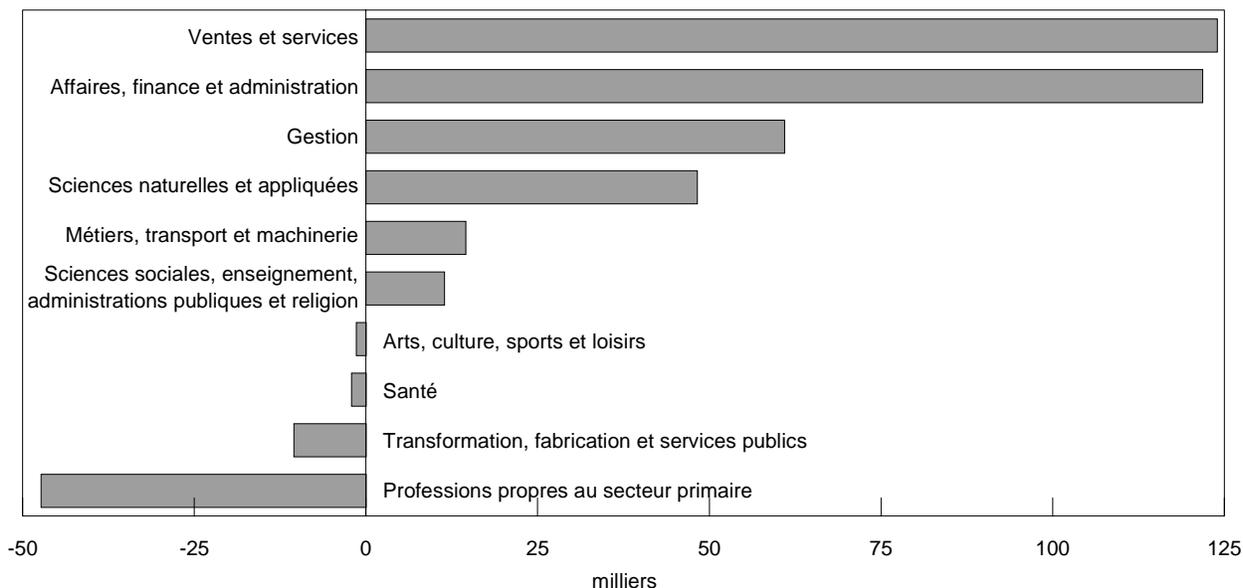
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Au cours des quatre dernières années, les professions liées aux sciences naturelles et appliquées ont enregistré la hausse la plus élevée en pourcentage. Ce groupe comprend les programmeurs, les analystes de systèmes et les ingénieurs en informatique.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Compte tenu des gains dans le secteur des services, les professions relatives aux ventes et aux services ainsi qu'aux affaires, à la finance et à l'administration ont connu la plus importante progression. La plus forte baisse a touché les professions propres au secteur primaire en raison du déclin survenu en agriculture.**

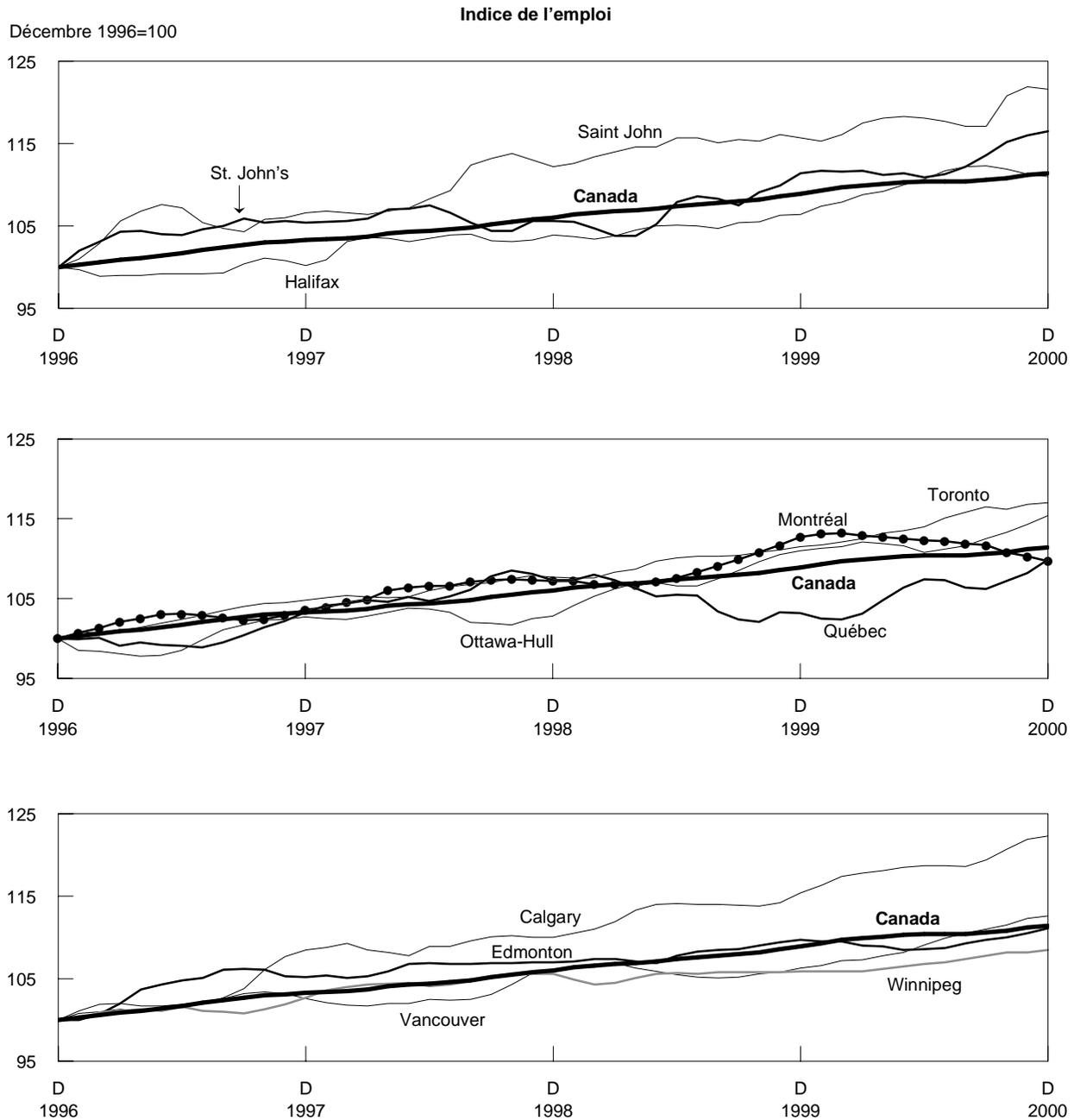


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	milliers			milliers		%	
<b>Ensemble des professions</b>	<b>13 518,7</b>	<b>14 747,5</b>	<b>15 066,7</b>	<b>1 548,0</b>	<b>319,2</b>	<b>11,5</b>	<b>2,2</b>
Gestion	1 467,4	1 388,2	1 449,1	-18,3	60,9	-1,2	4,4
Affaires, finance et administration	2 415,2	2 623,0	2 744,8	329,6	121,8	13,6	4,6
Sciences naturelles et appliquées	701,8	939,4	987,6	285,8	48,2	40,7	5,1
Santé	706,9	773,6	771,5	64,6	-2,1	9,1	-0,3
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	869,9	1 016,7	1 028,1	158,2	11,4	18,2	1,1
Arts, culture, sports et loisirs	349,3	420,1	418,7	69,4	-1,4	19,9	-0,3
Ventes et services	3 404,1	3 628,0	3 751,9	347,8	123,9	10,2	3,4
Métiers, transport et machinerie	1 962,4	2 130,4	2 144,9	182,5	14,5	9,3	0,7
Professions propres au secteur primaire	603,7	597,9	550,6	-53,1	-47,3	-8,8	-7,9
Transformation, fabrication et services publics	1 038,0	1 230,0	1 219,5	181,5	-10,5	17,5	-0,9

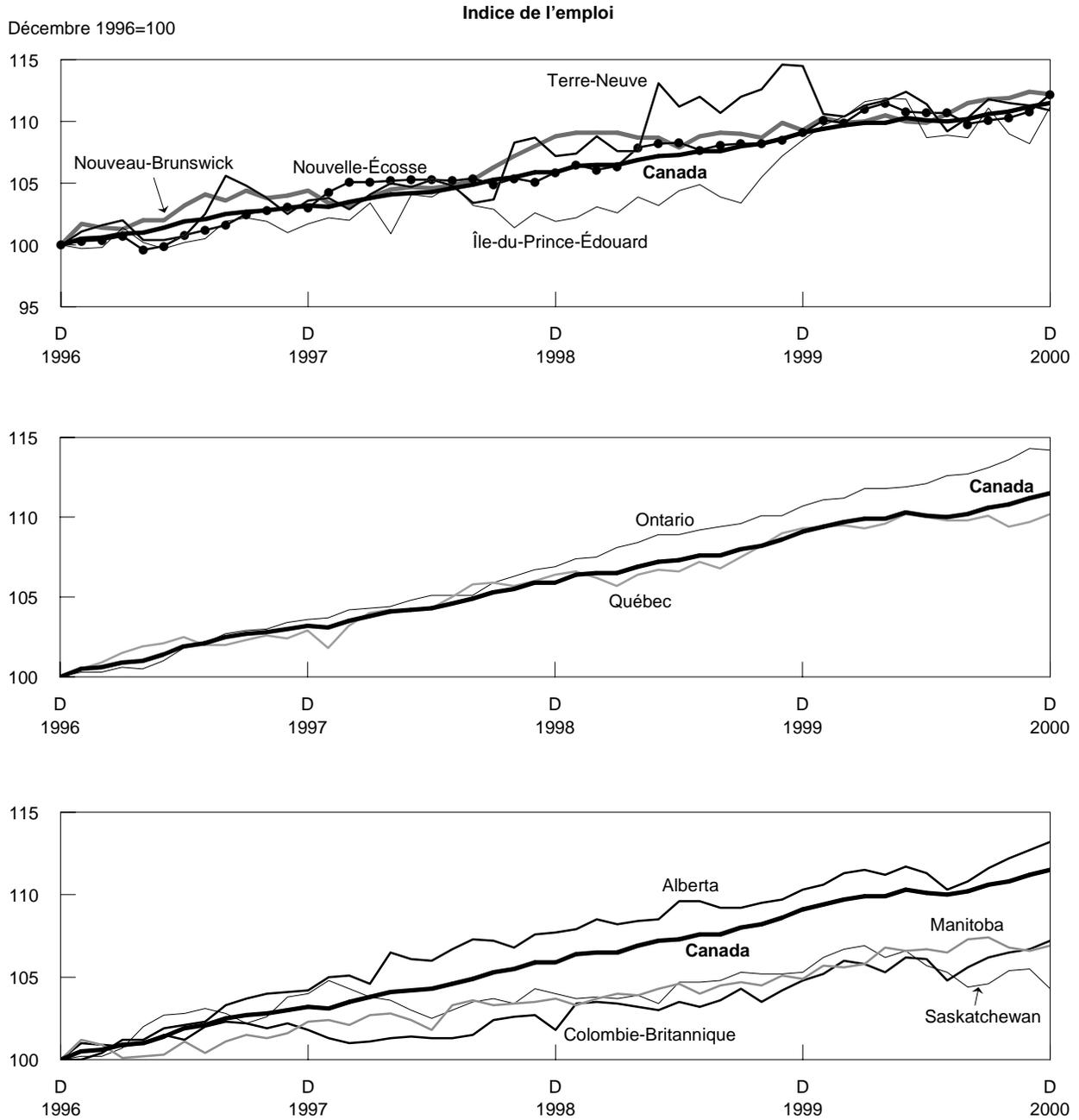
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Depuis le début d'une forte tendance à la hausse en 1997, l'emploi dans les trois plus grandes villes de la région de l'Atlantique s'est hissé au niveau national ou au-dessus de celui-ci.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois

**En pourcentage, la croissance de l'emploi a été plus forte en Ontario en 2000.**



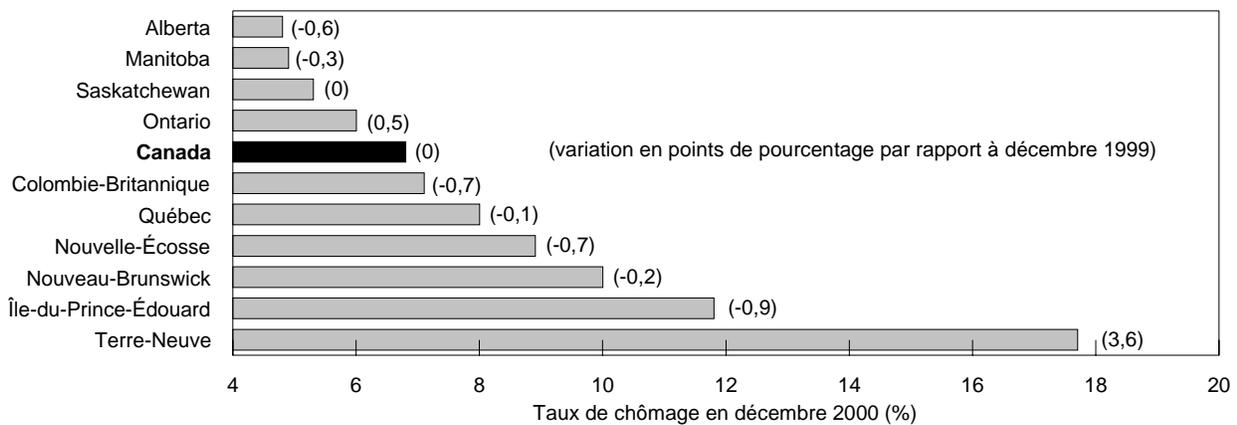
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Près de 6 personnes sur 10 nouvellement occupées provenaient de l'Ontario.**

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	milliers			milliers		%	
<b>Occupées</b>							
<b>Canada</b>	<b>13 518,7</b>	<b>14 747,5</b>	<b>15 066,7</b>	<b>1 548,0</b>	<b>319,2</b>	<b>11,5</b>	<b>2,2</b>
Terre-Neuve	184,5	211,2	204,7	20,2	-6,5	10,9	-3,1
Île-du-Prince-Édouard	58,7	63,7	65,3	6,6	1,6	11,2	2,5
Nouvelle-Écosse	379,3	413,9	425,6	46,3	11,7	12,2	2,8
Nouveau-Brunswick	301,4	329,4	338,3	36,9	8,9	12,2	2,7
Québec	3 133,0	3 425,6	3 451,4	318,4	25,8	10,2	0,8
Ontario	5 217,5	5 774,0	5 960,4	742,9	186,4	14,2	3,2
Manitoba	520,4	546,0	556,3	35,9	10,3	6,9	1,9
Saskatchewan	459,5	483,9	479,2	19,7	-4,7	4,3	-1,0
Alberta	1 424,3	1 571,7	1 613,0	188,7	41,3	13,2	2,6
Colombie-Britannique	1 840,0	1 928,2	1 972,5	132,5	44,3	7,2	2,3
<b>En chômage</b>							
<b>Canada</b>	<b>1 459,6</b>	<b>1 074,9</b>	<b>1 103,7</b>	<b>-355,9</b>	<b>28,8</b>	<b>-24,4</b>	<b>2,7</b>
Terre-Neuve	48,5	34,6	43,9	-4,6	9,3	-9,5	26,9
Île-du-Prince-Édouard	11,0	9,3	8,7	-2,3	-0,6	-20,9	-6,5
Nouvelle-Écosse	53,8	44,1	41,8	-12,0	-2,3	-22,3	-5,2
Nouveau-Brunswick	44,8	37,3	37,4	-7,4	0,1	-16,5	0,3
Québec	438,6	300,9	301,9	-136,7	1,0	-31,2	0,3
Ontario	517,5	338,3	382,3	-135,2	44,0	-26,1	13,0
Manitoba	41,0	29,7	28,5	-12,5	-1,2	-30,5	-4,0
Saskatchewan	28,1	27,1	26,9	-1,2	-0,2	-4,3	-0,7
Alberta	92,3	90,3	82,0	-10,3	-8,3	-11,2	-9,2
Colombie-Britannique	184,0	163,2	150,2	-33,8	-13,0	-18,4	-8,0

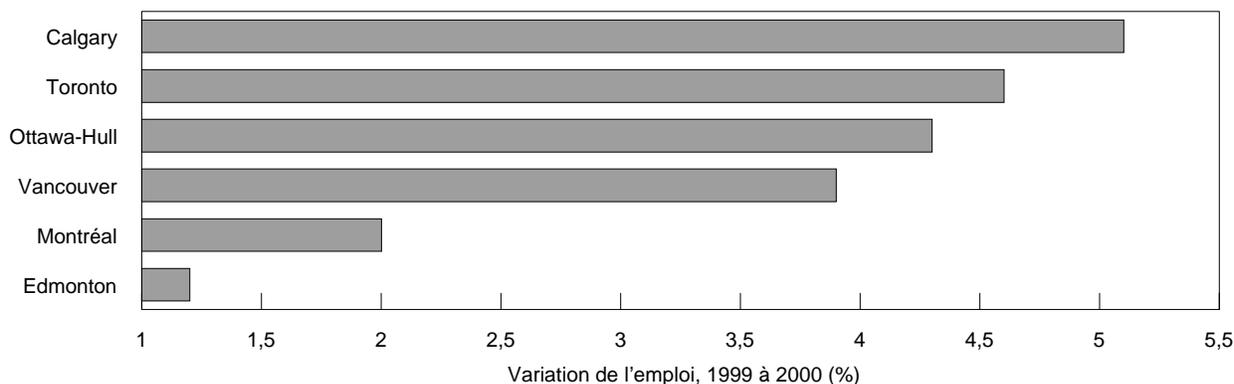
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**En 2000, les taux de chômage ont diminué dans la plupart des provinces.**



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

**Parmi les villes canadiennes les plus importantes, Calgary et Toronto ont affiché le niveau moyen de l'emploi le plus élevé.**



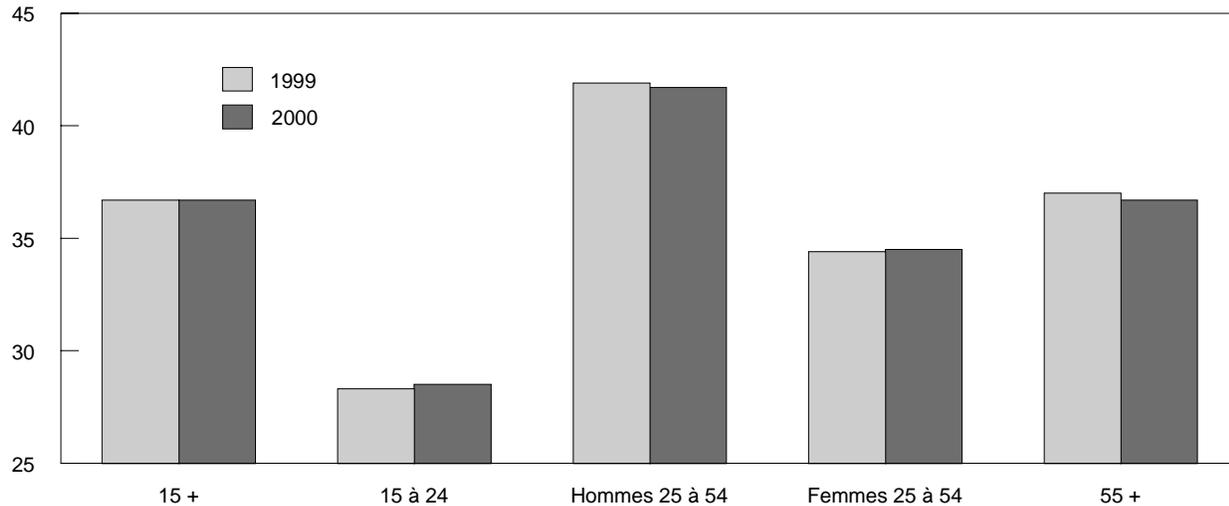
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

	Moyenne annuelle			Variation			
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	milliers			milliers		%	
<b>Canada</b>	<b>13 462,6</b>	<b>14 531,2</b>	<b>14 909,7</b>	<b>1 447,1</b>	<b>378,5</b>	<b>10,7</b>	<b>2,6</b>
St. John's	77,0	80,1	84,3	7,3	4,2	9,5	5,2
Halifax	164,1	174,8	184,0	19,9	9,2	12,1	5,3
Saint John	53,1	59,3	61,0	8,0	1,7	15,1	2,9
Chicoutimi-Jonquière	62,1	67,5	67,4	5,3	-0,1	8,5	-0,1
Québec	312,1	319,6	326,6	14,5	7,0	4,6	2,2
Trois-Rivières	61,4	61,9	62,1	0,7	0,2	1,1	0,3
Sherbrooke	66,0	69,6	73,1	7,1	3,5	10,8	5,0
Montréal	1 524,3	1 656,2	1 689,9	165,6	33,7	10,9	2,0
Ottawa-Hull	496,9	543,8	567,0	70,1	23,2	14,1	4,3
Sudbury	73,6	72,0	76,0	2,4	4,0	3,3	5,6
Oshawa	130,2	147,8	148,6	18,4	0,8	14,1	0,5
Toronto	2 134,7	2 390,8	2 499,8	365,1	109,0	17,1	4,6
Hamilton	303,7	325,0	345,3	41,6	20,3	13,7	6,2
St. Catharines-Niagara	172,1	178,4	193,2	21,1	14,8	12,3	8,3
London	195,1	211,3	218,1	23,0	6,8	11,8	3,2
Windsor	135,9	146,2	154,2	18,3	8,0	13,5	5,5
Kitchener-Waterloo	199,0	218,8	223,5	24,5	4,7	12,3	2,1
Thunder Bay	60,1	60,5	61,2	1,1	0,7	1,8	1,2
Winnipeg	330,4	345,7	351,9	21,5	6,2	6,5	1,8
Regina	98,5	104,8	104,4	5,9	-0,4	6,0	-0,4
Saskatoon	107,0	113,3	116,7	9,7	3,4	9,1	3,0
Calgary	452,4	519,3	545,6	93,2	26,3	20,6	5,1
Edmonton	440,5	483,1	488,9	48,4	5,8	11,0	1,2
Vancouver	948,6	1 005,4	1 044,4	95,8	39,0	10,1	3,9
Victoria	143,5	154,2	153,6	10,1	-0,6	7,0	-0,4

Source : Enquête sur la population active

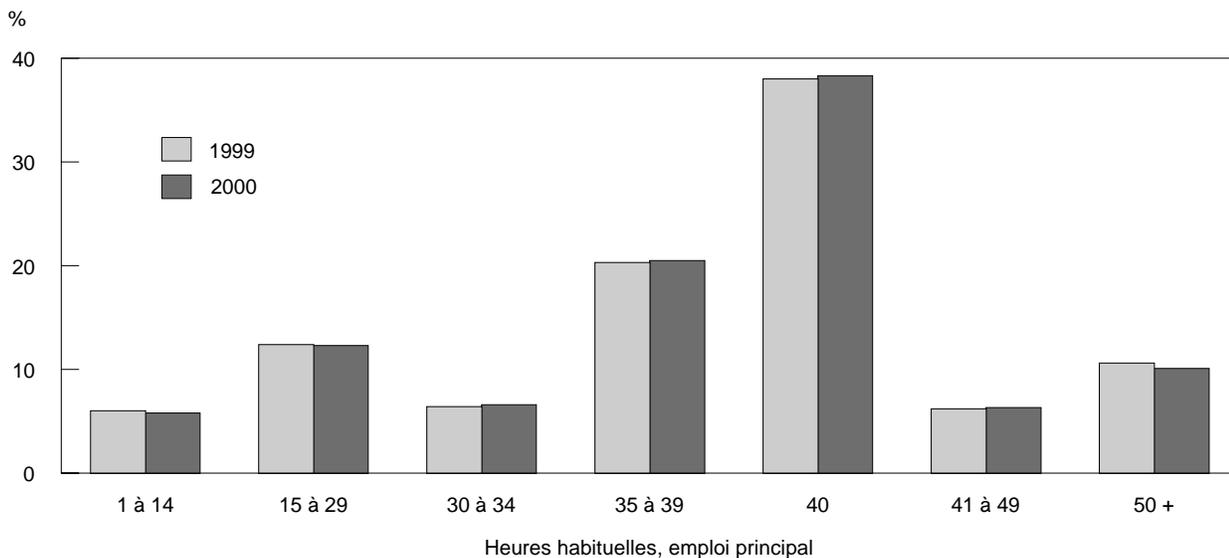
**Le nombre moyen d'heures habituelles est demeuré stable en 2000. Au cours de l'année, la semaine de travail comptait en moyenne 36,7 heures.**

Heures habituelles, emploi principal



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**La répartition des heures de travail a également été stable en 2000. Seulement 59 % de tous les travailleurs avaient un horaire habituel de 35 à 40 heures par semaine à leur emploi principal.**



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

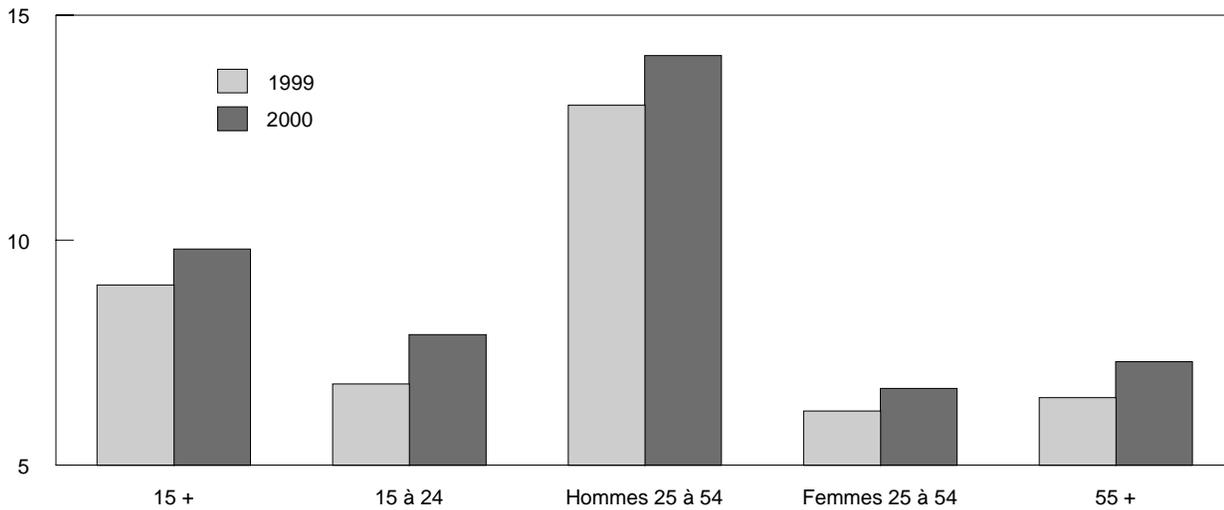
**Ce sont les travailleurs reliés au secteur primaire et aux professions qui y sont propres qui ont eu l'horaire de travail le plus long en 2000.**

	Personnes occupées	Heures habituelles, emploi principal								Total (milliers)	Moyenne
		1 à 14	15 à 29	30 à 34	35 à 39	40	41 à 49	50+			
		milliers									
<b>Total</b>	<b>14 909,7</b>	<b>871,5</b>	<b>1 830,1</b>	<b>984,0</b>	<b>3 063,4</b>	<b>5 716,9</b>	<b>940,8</b>	<b>1 503,1</b>	<b>547 052,8</b>	<b>36,7</b>	
<b>Secteur</b>											
Agriculture	372,6	33,0	37,7	25,9	17,0	79,5	26,4	153,2	16 787,4	45,1	
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	283,0	5,8	8,9	6,2	23,0	136,7	33,9	68,5	12 624,3	44,6	
Services publics	116,4	-	2,2	5,9	43,0	59,6	2,9	2,4	4 459,2	38,3	
Construction	815,6	23,8	44,2	36,9	67,6	400,4	86,2	156,4	33 366,5	40,9	
Fabrication	2 280,2	24,6	53,5	44,2	288,1	1 528,6	232,0	109,2	90 733,5	39,8	
Commerce	2 318,1	183,2	431,4	174,9	304,3	868,7	151,0	204,5	80 409,3	34,7	
Transport et entreposage	779,8	20,9	67,6	37,1	87,7	342,0	58,0	166,5	32 182,0	41,3	
Finance, assurances, immobilier et location	867,0	31,8	91,6	49,8	333,7	245,7	34,2	80,1	31 956,4	36,9	
Services professionnels, scientifiques et techniques	945,9	40,7	79,9	46,9	222,5	378,4	45,5	132,1	36 265,3	38,3	
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	546,2	53,1	84,3	50,6	77,2	198,0	35,9	47,3	18 743,0	34,3	
Services d'enseignement	974,8	94,2	148,4	100,3	288,8	262,3	30,6	50,2	32 008,5	32,8	
Soins de santé et assistance sociale	1 526,4	87,4	309,1	161,4	525,5	300,7	48,9	93,4	51 703,4	33,9	
Information, culture et loisirs	665,5	67,9	87,8	44,8	169,8	217,3	27,4	50,5	22 732,9	34,2	
Hébergement et services de restauration	960,6	118,8	251,9	109,3	104,5	246,4	40,0	89,6	30 551,4	31,8	
Autres services	695,8	66,8	93,0	59,4	84,7	246,7	57,6	87,6	24 798,9	35,6	
Administrations publiques	761,7	19,1	38,5	30,4	426,0	205,8	30,3	11,6	27 730,9	36,4	
<b>Profession</b>											
Gestion	1 431,7	25,1	57,9	49,6	285,1	561,6	116,9	335,6	61 066,5	42,7	
Affaires, finance et administration	2 646,4	140,6	305,8	166,4	954,5	902,1	84,6	92,4	92 643,8	35,0	
Sciences naturelles et appliquées	968,3	13,8	30,2	22,9	329,0	455,1	47,4	69,8	37 882,1	39,1	
Santé	780,4	34,6	170,1	90,3	256,5	150,7	27,7	50,4	26 586,7	34,1	
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	1 013,6	58,4	133,9	91,7	322,4	280,7	39,8	86,7	35 793,3	35,3	
Arts, culture, sports et loisirs	416,7	63,0	66,2	35,2	81,7	115,7	14,0	40,9	13 474,5	32,3	
Ventes et services	3 723,0	435,1	883,4	385,4	520,8	1 088,7	184,7	225,0	117 517,4	31,6	
Métiers, transport et machinerie	2 130,1	46,6	103,2	81,7	178,3	1 137,8	235,2	347,3	87 624,7	41,1	
Professions propres au secteur primaire	577,5	40,5	45,8	33,7	27,9	164,6	49,2	215,7	26 053,3	45,1	
Transformation, fabrication et services publics	1 221,9	13,7	33,5	27,1	107,1	859,9	141,3	39,3	48 410,5	39,6	

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**En 2000, en moyenne 10 % des employés effectuaient des heures supplémentaires rémunérées, un taux légèrement en hausse par rapport à l'année précédente. Les jeunes et les hommes de 25 à 54 ans ont connu les augmentations les plus remarquables.**

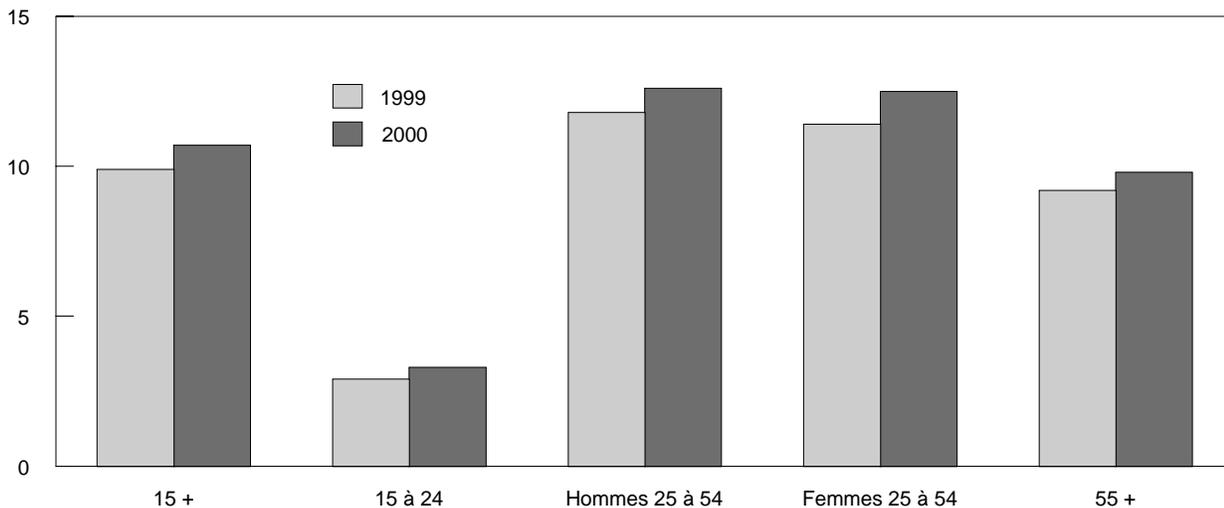
Travaillant des heures supplémentaires rémunérées (%)



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**Les heures supplémentaires non rémunérées étaient aussi plus fréquentes en 2000.**

Travaillant des heures supplémentaires non rémunérées (%)



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

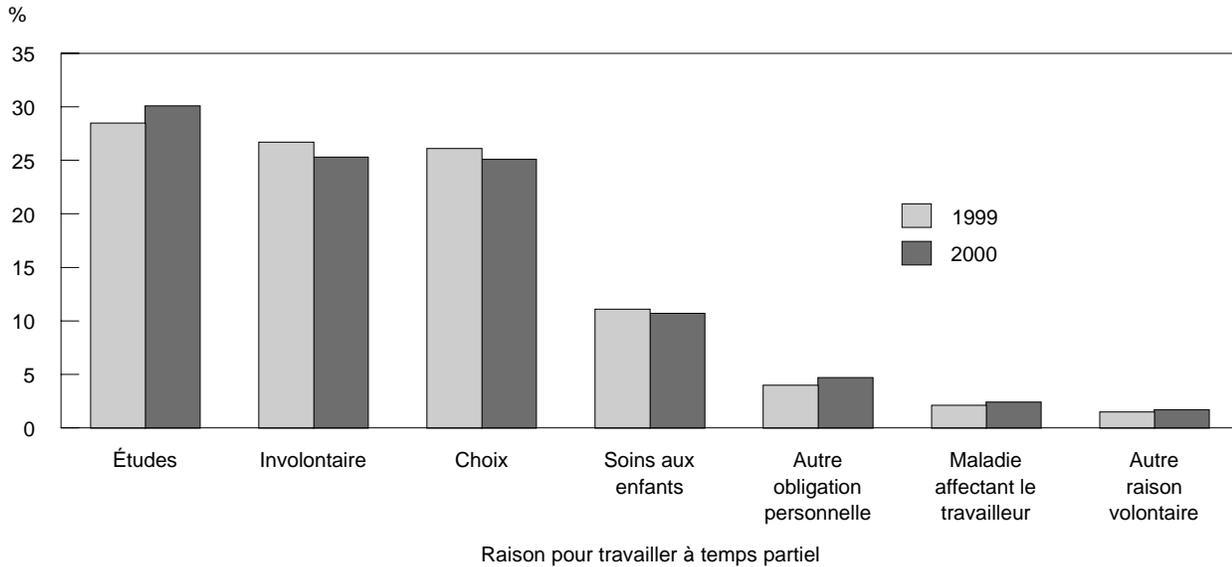
**Alors que les travailleurs ayant effectué des heures supplémentaires dans le secteur des biens étaient plus susceptibles d'être rémunérés pour leurs efforts additionnels, la plupart de ceux ayant fait de même dans le secteur des services ne l'étaient pas.**

	Employés au travail		Proportion des travailleurs effectuant des heures supplémentaires					
			2000			Variation, 1999 à 2000		
	Total	Heures supplémentaires	Total	Rémunérées	Non rémunérées	Total	Rémunérées	Non rémunérées
	milliers		%		points de %			
<b>Total</b>	<b>11 578,5</b>	<b>2 301,1</b>	<b>19,9</b>	<b>9,8</b>	<b>10,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>
<b>Secteur</b>								
Agriculture	118,0	11,3	9,6	5,7	3,7	-	-	0,1
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	213,6	59,0	27,6	18,9	9,5	2,3	2,7	-0,5
Services publics	106,6	28,8	27,0	17,0	11,4	2,0	1,5	0,5
Construction	511,3	100,8	19,7	15,3	5,2	2,8	2,3	0,8
Fabrication	2 042,0	518,7	25,4	18,4	7,5	1,4	1,0	0,6
Commerce	1 891,3	269,7	14,3	6,9	7,9	1,2	0,5	0,9
Transport et entreposage	583,9	116,5	20,0	13,7	6,8	1,7	0,9	0,9
Finance, assurances, immobilier et location	681,5	143,7	21,1	5,9	15,8	2,1	0,6	1,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	583,9	146,6	25,1	8,3	17,6	1,0	0,6	0,8
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	365,2	51,9	14,2	9,0	5,8	2,3	2,4	0,6
Services d'enseignement	798,8	269,6	33,8	2,3	31,8	1,9	-	1,9
Soins de santé et assistance sociale	1 196,0	188,1	15,7	7,3	9,2	1,7	0,6	1,3
Information, culture et loisirs	535,6	101,6	19,0	8,1	11,5	-0,1	-0,1	0,1
Hébergement et services de restauration	819,8	76,3	9,3	5,3	4,4	1,2	0,9	0,9
Autres services	431,4	67,9	15,7	6,9	9,4	1,9	1,6	1,2
Administrations publiques	699,5	150,6	21,5	8,7	14,1	1,4	0,6	1,0
<b>Profession</b>								
Gestion	892,2	323,8	36,3	4,3	32,6	1,5	-0,2	1,8
Affaires, finance et administration	2 231,0	379,3	17,0	7,4	10,2	1,1	0,4	0,8
Sciences naturelles et appliquées	804,1	224,2	27,9	12,6	16,5	0,5	0,3	0,6
Santé	600,6	96,6	16,1	9,8	7,3	1,6	1,4	0,5
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	798,2	285,1	35,7	3,1	33,2	1,0	0,3	0,9
Arts, culture, sports et loisirs	250,5	49,2	19,6	7,4	12,9	2,9	1,3	2,6
Ventes et services	3 054,7	324,9	10,6	5,8	5,3	1,4	0,5	1,0
Métiers, transport et machinerie	1 611,2	346,4	21,5	19,0	3,1	2,3	2,1	0,4
Professions propres au secteur primaire	244,4	36,5	14,9	11,3	3,2	2,8	1,9	0,7
Transformation, fabrication et services publics	1 091,4	235,1	21,5	19,9	2,1	1,6	1,4	0,4

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Nota : Certains travailleurs effectuent des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées durant la même semaine.

**En 2000, le pourcentage de personnes travaillant à temps partiel involontairement a diminué alors que plus de personnes ont travaillé peu d'heures parce qu'elles allaient à l'école.**



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

2000	Temps partiel volontaire							Temps partiel involontaire		
	Temps partiel total	Maladie affectant le travailleur	Soins aux enfants	Autre obligation personnelle	Études	Choix	Autre	Total	Ont cherché du travail à temps plein	N'ont pas cherché du travail à temps plein
	milliers					%				
<b>Total</b>	<b>2 701,6</b>	<b>2,4</b>	<b>10,7</b>	<b>4,7</b>	<b>30,1</b>	<b>25,1</b>	<b>1,7</b>	<b>25,3</b>	<b>7,4</b>	<b>17,8</b>
Jeunes (15 à 24)	1 008,2	0,4	1,3	0,8	73,2	5,7	0,4	18,2	6,4	11,8
Hommes	436,7	0,5	-	0,6	76,3	5,1	0,4	17,0	6,4	10,6
Femmes	571,5	0,3	2,2	1,0	70,8	6,1	0,4	19,1	6,5	12,6
Adultes 25 +	1 693,4	3,6	16,4	7,1	4,4	36,7	2,4	29,5	8,0	21,4
Hommes	393,0	5,3	1,4	2,8	7,9	39,5	3,7	39,3	13,4	25,9
Femmes	1 300,3	3,1	20,9	8,3	3,4	35,8	2,0	26,5	6,4	20,1

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**En 2000, les employées gagnaient 81 cents pour chaque dollar de rémunération des hommes, tout comme l'année précédente.**

	Salaire horaire en 2000				Variation par rapport à 1999			
	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Ratio	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Ratio
	\$				\$			
15 +	16,64	18,36	14,78	0,81	0,50	0,59	0,40	-
15 à 24	9,59	10,11	9,05	0,90	0,30	0,40	0,20	-0,02
25 à 54	18,12	20,02	16,08	0,80	0,58	0,67	0,48	-
55 +	18,14	20,51	15,30	0,75	0,47	0,48	0,48	0,01

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**Selon le secteur, ce sont les employés des services publics qui ont touché le plus. Parmi tous les principaux groupes de professions, les gestionnaires demeurent les mieux rémunérés.**

	Salaire horaire				Salaire hebdomadaire			
	1999	2000	Variation		1999	2000	Variation	
		\$	%		\$	%		
<b>Total</b>	<b>16,14</b>	<b>16,64</b>	<b>0,50</b>	<b>3,1</b>	<b>595,62</b>	<b>614,87</b>	<b>19,25</b>	<b>3,2</b>
<b>Secteur</b>								
Agriculture	10,46	10,43	-0,03	-0,3	406,39	408,29	1,90	0,5
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	20,49	20,76	0,27	1,3	876,42	892,17	15,75	1,8
Services publics	23,70	24,40	0,70	3,0	906,08	931,38	25,30	2,8
Construction	17,12	17,78	0,66	3,9	694,72	720,62	25,90	3,7
Fabrication	16,84	17,54	0,70	4,2	671,37	699,18	27,81	4,1
Commerce	12,53	12,81	0,28	2,2	446,53	458,66	12,13	2,7
Transport et entreposage	16,57	17,33	0,76	4,6	660,93	690,99	30,06	4,5
Finance, assurances, immobilier et location	17,52	18,18	0,66	3,8	649,42	673,92	24,50	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	19,90	20,87	0,97	4,9	764,62	805,63	41,01	5,4
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	11,93	12,28	0,35	2,9	429,59	442,98	13,39	3,1
Services d'enseignement	21,11	21,54	0,43	2,0	721,20	732,35	11,15	1,5
Soins de santé et assistance sociale	16,63	17,13	0,50	3,0	549,46	567,03	17,57	3,2
Information, culture et loisirs	16,94	16,84	-0,10	-0,6	614,23	608,38	-5,85	-1,0
Hébergement et services de restauration	9,12	9,41	0,29	3,2	284,53	294,52	9,99	3,5
Autres services	13,08	14,02	0,94	7,2	477,27	514,26	36,99	7,8
Administrations publiques	20,60	21,30	0,70	3,4	761,48	787,51	26,03	3,4
<b>Profession</b>								
Gestion	23,63	24,86	1,23	5,2	952,75	999,46	46,71	4,9
Affaires, finance et administration	15,55	15,96	0,41	2,6	558,52	573,56	15,04	2,7
Sciences naturelles et appliquées	22,49	23,52	1,03	4,6	869,31	910,63	41,32	4,8
Santé	18,65	18,98	0,33	1,8	615,57	626,73	11,16	1,8
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	22,45	22,76	0,31	1,4	790,18	797,11	6,93	0,9
Arts, culture, sports et loisirs	16,15	16,76	0,61	3,8	542,48	569,98	27,50	5,1
Ventes et services	11,09	11,37	0,28	2,5	364,31	376,27	11,96	3,3
Métiers, transport et machinerie	16,35	16,96	0,61	3,7	663,64	687,69	24,05	3,6
Propre au secteur primaire	13,15	13,70	0,55	4,2	555,27	582,42	27,15	4,9
Transformation, fabrication et services publics	14,36	14,94	0,58	4,0	570,63	594,57	23,94	4,2

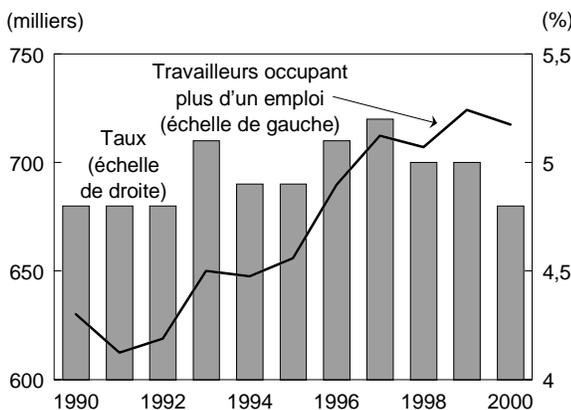
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**La baisse la plus marquée du ratio des employés syndiqués par rapport à l'ensemble des employés se situait dans le secteur de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien ainsi que dans celui du transport et de l'entreposage.**

	2000			Variation, 1999 à 2000		
	Ensemble des employés	Employés protégés par une convention collective		Ensemble des employés	Employés protégés par une convention collective	
	milliers		%	milliers		%
<b>Total</b>	<b>12 488,3</b>	<b>4 024,7</b>	<b>32,2</b>	<b>420,0</b>	<b>142,4</b>	<b>0,1</b>
Secteur public	2 792,4	2 064,5	73,9	108,9	58,6	-0,8
Secteur privé	9 695,9	1 960,2	20,2	311,1	83,8	0,2
Agriculture	123,6	4,3	3,5	-3,3	-0,5	-0,3
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	234,3	70,8	30,2	13,6	7,7	1,6
Services publics	116,3	83,2	71,5	0,9	0,1	-0,5
Construction	538,3	174,9	32,5	34,9	14,4	0,6
Fabrication	2 187,5	746,6	34,1	67,4	32,0	0,4
Commerce	2 000,8	295,3	14,8	80,8	28,0	0,8
Transport et entreposage	638,2	277,6	43,5	26,6	6,3	-0,9
Finance, assurances, immobilier et location	736,0	80,7	11,0	2,1	9,3	1,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	619,2	33,2	5,4	46,8	0,7	-0,3
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	385,8	49,5	12,8	17,7	5,6	0,9
Services d'enseignement	929,4	668,8	72,0	-3,4	-17,3	-1,6
Soins de santé et assistance sociale	1 326,8	726,6	54,8	78,3	43,4	-
Information, culture et loisirs	569,5	157,6	27,7	31,6	3,5	-1,0
Hébergement et services de restauration	862,6	73,6	8,5	36,6	15,5	1,5
Autres services	458,2	45,5	9,9	1,3	-1,2	-0,3
Administrations publiques	761,7	536,5	70,4	-12,2	-4,9	0,5

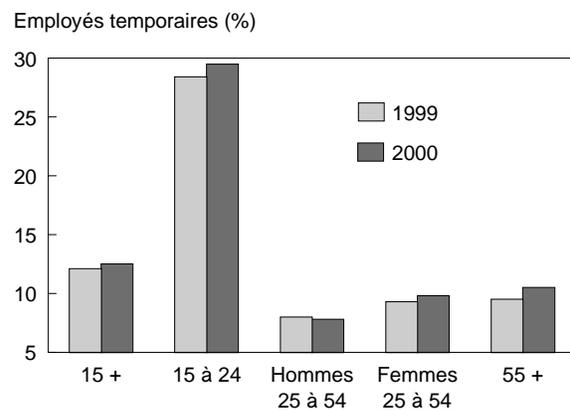
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**Au cours des années 90, le nombre de travailleurs occupant plus d'un emploi a augmenté; cependant, leur part de l'emploi total est demeurée à environ 5 %.**



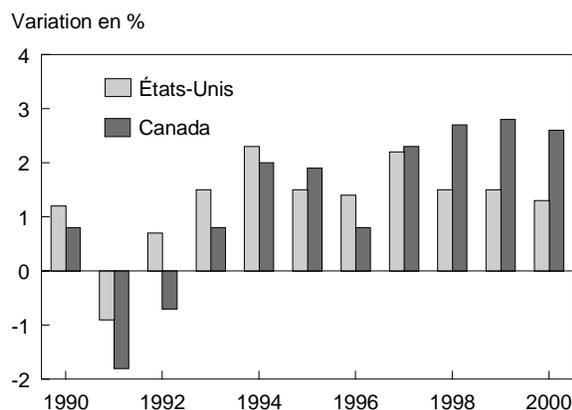
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**Quelque 12 % de l'ensemble des employés avaient un travail temporaire. Chez les jeunes, cette proportion était deux fois plus élevée et a augmenté récemment.**



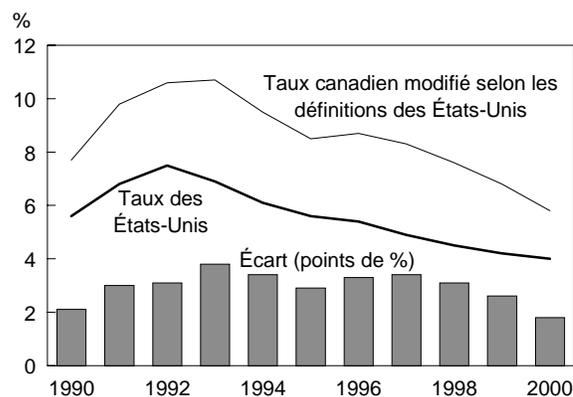
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

**Pour la quatrième année consécutive, la croissance de l'emploi a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis.**



Sources : Enquête sur la population active, Current Population Survey des États-Unis, moyennes annuelles

**Malgré l'harmonisation des taux de chômage canadien et américain, l'écart entre les deux demeure.**



Sources : Enquête sur la population active, Current Population Survey des États-Unis, moyennes annuelles

Nota : Pour plus d'information sur les modifications du taux de chômage canadien, voir Le point sur la population active (Statistique Canada, no 71-005-XPB au catalogue), automne 1998.

### Mesures supplémentaires du chômage et variation en points de pourcentage de 1996 à 2000

	Moyennes annuelles			Variation	
	1996	1999	2000	1996 à 2000	1999 à 2000
	%			points de %	
R1 – Uniquement les personnes en chômage depuis 1 an (52 semaines) ou plus	1,6	0,8	0,7	-0,9	-0,1
R2 – Uniquement les personnes en chômage depuis 3 mois (12 semaines) ou plus	4,4	2,8	2,3	-2,1	-0,5
R3 – Comparable à la définition des États-Unis	8,7	6,8	5,8	-2,9	-1,0
<b>R4 – Taux officiel</b>	<b>9,6</b>	<b>7,6</b>	<b>6,8</b>	<b>-2,8</b>	<b>-0,8</b>
R5 – R4 plus les chercheurs découragés	..	8,0	7,1	..	-0,9
R6 – R4 plus ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse et ceux qui, à long terme, doivent commencer un emploi	..	8,2	7,5	..	-0,7
R7 – Mesure du chômage et du sous-emploi (temps partiel involontaire) exprimée en équivalents temps plein pour ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse et ceux qui, à long terme, doivent commencer un emploi	..	10,1	9,1	..	-1,0
R8 – R4 plus les chercheurs découragés, ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse, ceux qui doivent, à long terme, commencer un emploi ainsi que la portion sous-utilisée des travailleurs à temps partiel involontaire	..	10,9	9,9	..	-1,0

Source : Enquête sur la population active

# Fiscalité internationale : tendances récentes

Zhengxi Lin

En 1997, la fiscalité globale du Canada se classait au milieu du groupe des pays membres du G-7 et des 29 pays faisant partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (tableau 1). La situation est complexe, toutefois, lorsqu'on compare les diverses composantes.

L'impôt des particuliers au Canada était le plus élevé au sein du G-7 et figurait parmi les plus élevés de l'OCDE. L'impôt des sociétés au Canada se classait au milieu du G-7 et occupait le neuvième rang des impôts les plus élevés parmi les 28 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Les charges sociales

Tableau 1 : Recettes fiscales en pourcentage du PIB

	Total		Particuliers		Sociétés		Salaires		Patrimoine		Consommation	
	1980	1997	1980	1997	1980	1997	1980	1997	1980	1997	1980	1997
	%											
Allemagne	38,2	37,2	11,3	8,9	2,1	1,5	13,2	15,5	1,3	1,0	10,3	10,3
Australie	27,4	29,8	12,0	12,5	3,3	4,4	1,4	2,0	2,1	2,7	8,5	8,2
Autriche	40,3	44,3	9,3	9,8	1,4	2,1	15,3	18,0	1,2	0,6	12,7	12,5
Belgique	43,7	46,0	15,4	14,3	2,5	3,4	13,3	14,6	1,0	1,3	11,5	12,3
<b>Canada</b>	<b>32,0</b>	<b>36,8</b>	<b>10,9</b>	<b>14,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,4</b>	<b>5,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,7</b>	<b>10,4</b>	<b>9,0</b>
Corée	17,5	21,4	2,0	3,6	1,9	2,2	0,3	2,0	1,4	2,9	11,0	9,7
Danemark	45,4	49,5	23,6	25,9	1,5	2,6	0,8	1,9	2,5	1,7	17,0	16,3
Espagne	23,9	33,7	4,9	7,4	1,2	2,6	11,6	11,8	1,1	2,0	5,0	9,7
États-Unis	27,6	29,7	10,8	11,6	3,0	2,8	6,0	7,2	2,9	3,2	4,9	4,9
Finlande	36,9	46,5	14,3	15,5	1,4	3,8	7,3	11,7	0,7	1,1	13,2	14,4
France	41,7	45,1	5,4	6,3	2,1	2,6	18,7	19,4	1,5	2,4	12,7	12,6
Grèce	24,3	33,7	3,6	4,5	0,9	2,1	8,4	10,9	1,1	1,3	10,0	13,8
Hongrie	..	39,4	..	6,6	..	1,9	..	14,3	..	0,6	..	15,5
Irlande	32,6	32,8	10,4	10,3	1,5	3,3	4,8	4,6	1,7	1,6	14,3	13,0
Islande	29,2	32,2	6,7	10,6	0,7	0,9	1,7	2,8	1,8	2,6	17,5	15,3
Italie	30,4	44,4	7,0	11,2	2,4	4,2	11,7	15,0	1,1	2,3	8,0	11,5
Japon	25,4	28,8	6,2	5,9	5,5	4,3	7,4	10,6	2,1	3,1	4,2	4,8
Luxembourg	43,0	46,5	11,5	9,5	7,1	8,6	12,5	11,8	2,4	3,6	9,1	12,6
Norvège	42,7	42,6	12,1	11,0	5,7	5,2	9,0	9,6	0,7	1,1	15,1	15,8
Nouvelle-Zélande	..	36,4	..	15,7	..	3,9	..	0,3	..	2,0	..	12,6
Pays-Bas	45,2	41,9	11,9	6,5	3,0	4,4	17,2	17,1	1,6	1,9	11,4	11,7
Pologne	..	41,2	..	8,8	..	3,2	..	13,5	..	1,2	..	14,4
Portugal	..	34,2	..	6,1	..	3,7	..	8,9	..	0,8	..	14,4
République tchèque	..	38,6	..	5,2	..	3,3	..	16,9	..	0,5	..	12,6
Royaume-Uni	35,1	35,4	10,3	8,8	3,0	4,3	7,4	6,1	4,2	3,8	10,2	12,4
Suède	48,8	51,9	20,0	18,2	1,2	3,2	15,4	16,9	0,5	2,0	11,7	11,6
Suisse	28,9	33,8	10,4	10,6	1,7	2,0	8,8	12,5	2,1	2,6	5,9	6,2
Turquie	17,9	27,9	7,8	6,0	0,7	1,6	2,5	4,0	1,0	0,8	4,6	10,3

Source : OCDE (1999) : tableaux 3, 10, 12, 14, 20, 22 et 24

Nota : Le Mexique est exclu puisqu'on ne dispose d'aucune composante ou que de certaines d'entre elles.

Zhengxi Lin est au service de la Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages. On peut communiquer avec lui au (613) 951-0830 ou à [linzhen@statcan.ca](mailto:linzhen@statcan.ca).

(c'est-à-dire l'impôt sur les salaires) au Canada étaient les plus faibles du G-7 et se trouvaient au neuvième rang des impôts les plus faibles parmi tous les 29 pays membres de l'OCDE. L'impôt foncier (c'est-à-dire l'impôt sur le patrimoine) au Canada occupait le deuxième rang des impôts les plus élevés tant au sein du G-7 que parmi les 28 pays membres de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Les taxes sur les produits et services au Canada (appelées également taxes à la consommation) se classaient au troisième rang des impôts les plus faibles du G-7 et parmi les plus faibles de l'OCDE (cinquième rang parmi les plus faibles).

La présente analyse permet de comparer les tendances récentes de la fiscalité globale du Canada et de ses diverses composantes à celles des pays membres du G-7 et de l'OCDE. On y examine les tendances entre 1980 et 1997, période au cours de laquelle la fiscalité canadienne a pris rapidement de l'ampleur. Suivant l'usage international, on utilise le produit intérieur brut (PIB) comme assiette fiscale afin de comparer les taux effectifs d'imposition (ratios impôts-PIB) pour toutes les composantes, d'un pays à l'autre, au fil des ans.

De nombreux facteurs peuvent exercer une influence sur les ratios impôts-PIB. Ces facteurs comprennent la mesure dans laquelle les pays offrent une aide sociale ou économique au moyen de dépenses fiscales ou de dépenses publiques directes, les écarts au chapitre du degré d'évitement fiscal et de l'importance de l'économie souterraine, de même que les différences quant à la façon de mesurer le PIB (voir OCDE [1999] pour une discussion détaillée).

Le régime fiscal diffère considérablement d'un pays à l'autre (Lin, 2000). Même la classification courante de l'OCDE fait appel à différentes formules pour le calcul des montants d'impôt à payer selon la composante. De plus, ces derniers dépendent non seulement de l'assiette fiscale et du taux d'imposition prévu par la loi, mais également de divers crédits, exemptions, déductions, surtaxes et ainsi de suite, qui varient non seulement d'un pays à l'autre à un moment donné, mais également à l'intérieur d'un même pays au fil des ans.

**Tableau 2 : Variation des recettes fiscales en pourcentage du PIB, 1980 à 1997**

	Total		Particuliers		Sociétés		Salaires		Patrimoine		Consommation	
	points de %	%	points de %	%	points de %	%	points de %	%	points de %	%	points de %	%
Allemagne	-1,0	-2,6	-2,4	-21,2	-0,6	-28,6	2,3	17,4	-0,3	-23,1	-	-
Australie	2,4	8,8	0,5	4,2	1,1	33,3	0,6	42,9	0,6	28,6	-0,3	-3,5
Autriche	4,0	9,9	0,5	5,4	0,7	50,0	2,7	17,6	-0,6	-50,0	-0,2	-1,6
Belgique	2,3	5,3	-1,1	-7,1	0,9	36,0	1,3	9,8	0,3	30,0	0,8	7,0
<b>Canada</b>	<b>4,8</b>	<b>15,0</b>	<b>3,1</b>	<b>28,4</b>	<b>0,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>67,6</b>	<b>0,8</b>	<b>27,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>-13,5</b>
Corée	3,9	22,3	1,6	80,0	0,3	15,8	1,7	566,7	1,5	107,1	-1,3	-11,8
Danemark	4,1	9,0	2,3	9,7	1,1	73,3	1,1	137,5	-0,8	-32,0	-0,7	-4,1
Espagne	9,8	41,0	2,5	51,0	1,4	116,7	0,2	1,7	0,9	81,8	4,7	94,0
États-Unis	2,1	7,6	0,8	7,4	-0,2	-6,7	1,2	20,0	0,3	10,3	-	-
Finlande	9,6	26,0	1,2	8,4	2,4	171,4	4,4	60,3	0,4	57,1	1,2	9,1
France	3,4	8,2	0,9	16,7	0,5	23,8	0,7	3,7	0,9	60,0	-0,1	-0,8
Grèce	9,4	38,7	0,9	25,0	1,2	133,3	2,5	29,8	0,2	18,2	3,8	38,0
Irlande	0,2	0,6	-0,1	-1,0	1,8	120,0	-0,2	-4,2	-0,1	-5,9	-1,3	-9,1
Islande	3,0	10,3	3,9	58,2	0,2	28,6	1,1	64,7	0,8	44,4	-2,2	-12,6
Italie	14,0	46,1	4,2	60,0	1,8	75,0	3,3	28,2	1,2	109,1	3,5	43,8
Japon	3,4	13,4	-0,3	-4,8	-1,2	-21,8	3,2	43,2	1,0	47,6	0,6	14,3
Luxembourg	3,5	8,1	-2,0	-17,4	1,5	21,1	-0,7	-5,6	1,2	50,0	3,5	38,5
Norvège	-0,1	-0,2	-1,1	-9,1	-0,5	-8,8	0,6	6,7	0,4	57,1	0,7	4,6
Pays-Bas	-3,3	-7,3	-5,4	-45,4	1,4	46,7	-0,1	-0,6	0,3	18,8	0,3	2,6
Royaume-Uni	0,3	0,9	-1,5	-14,6	1,3	43,3	-1,3	-17,6	-0,4	-9,5	2,2	21,6
Suède	3,1	6,4	-1,8	-9,0	2,0	166,7	1,5	9,7	1,5	300,0	-0,1	-0,9
Suisse	4,9	17,0	0,2	1,9	0,3	17,6	3,7	42,0	0,5	23,8	0,3	5,1
Turquie	10,0	55,9	-1,8	-23,1	0,9	128,6	1,5	60,0	-0,2	-20,0	5,7	123,9
G-7*	3,9	11,7	0,7	7,8	0,2	7,8	1,7	17,3	0,5	21,9	0,7	7,9
OCDE	4,1	12,1	0,2	2,1	0,8	32,0	1,5	17,0	0,5	26,7	0,9	8,2

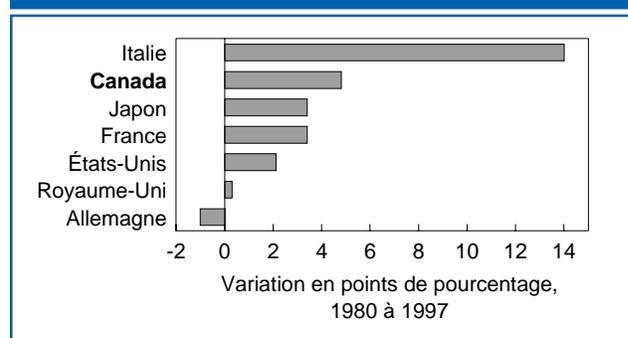
Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de l'OCDE (1999) : tableaux 3, 10, 12, 14, 20, 22 et 24

Nota : La Hongrie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal et la République tchèque sont exclus puisqu'on ne dispose d'aucune composante ou que de certaines d'entre elles.

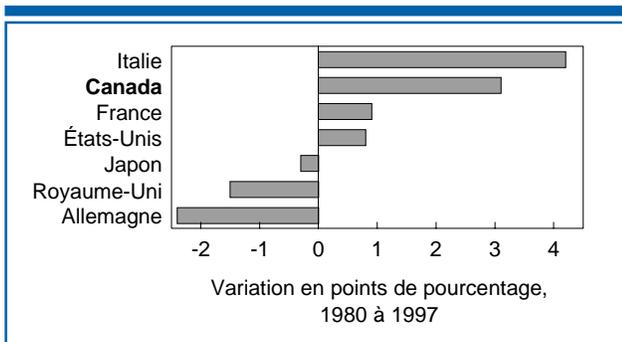
\* Les pays du G-7 sont l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

## L'accroissement de la fiscalité globale au Canada est le deuxième en importance dans le G-7

Le ratio total impôts-PIB a augmenté dans 6 pays du G-7 entre 1980 et 1997. Parmi les 23 pays membres de l'OCDE pour lesquels il existe des données comparables, ce ratio s'est accru dans 20 pays et a baissé dans les 3 autres. Le ratio total impôts-PIB au Canada a progressé de 4,8 points de pourcentage (passant de 32,0 % à 36,8 %), ce qui représente 15,0 % (tableau 2). Il s'agit de la deuxième hausse en importance dans le G-7—l'Italie occupant le premier rang—et de la septième plus grande augmentation en points de pourcentage parmi les pays membres de l'OCDE qui ont connu une croissance de leur ratio.



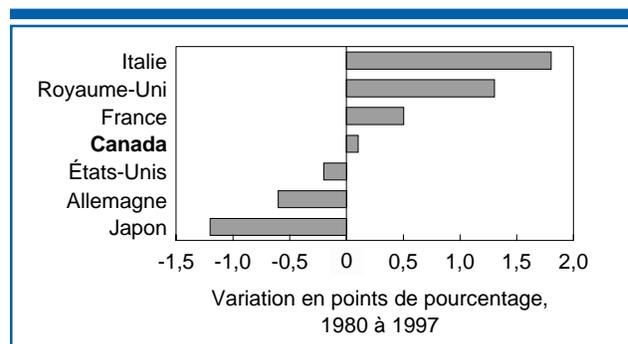
## L'impôt des particuliers a baissé dans trois pays du G-7



Au cours de la même période, le ratio impôt des particuliers-PIB a grimpé dans 4 pays du G-7 et baissé dans les 3 autres. Parmi les 23 pays de l'OCDE à l'étude, ce ratio a augmenté dans 13 d'entre eux et diminué dans les 10 autres. Les recettes provenant de l'impôt des particuliers au Canada en pourcentage du PIB ont progressé de 3,1 points de pourcentage (passant de 10,9 % à 14,0 %), soit 28,4 %. Il s'agit de la deuxième augmentation en importance parmi les 4 pays du G-7 dans lesquels le ratio impôt des particuliers-PIB s'est accru—l'Italie occupant le premier rang—et de la troisième, en points de pourcentage, parmi les 13 pays de l'OCDE ayant enregistré une majoration de leur ratio.

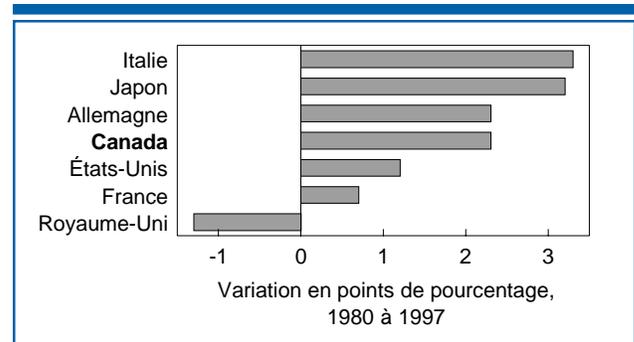
## Le Canada a affiché la plus faible augmentation de l'impôt des sociétés

Entre 1980 et 1997, le ratio impôt des sociétés-PIB a grimpé dans 4 pays du G-7 et fléchi dans les 3 autres. Parmi les 23 pays de l'OCDE à l'étude, ce ratio a augmenté dans 19 d'entre eux et baissé dans les 4 autres. Les recettes tirées de l'impôt des sociétés au Canada en pourcentage du PIB se sont accrues de 0,1 point de pourcentage (passant de 3,7 % à 3,8 %), soit 2,7 %. Il s'agit de la plus faible croissance parmi les 4 pays du G-7 dans lesquels le ratio a grimpé, de même que parmi les 19 pays de l'OCDE dans lesquels on a observé une hausse de ce ratio.

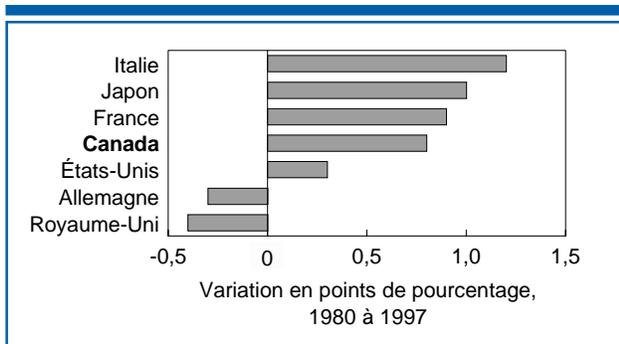


## Les charges sociales ont diminué uniquement au Royaume-Uni

Entre 1980 et 1997, le ratio charges sociales-PIB a augmenté dans 6 pays du G-7. Parmi les 23 pays membres de l'OCDE à l'étude, ce ratio a grimpé dans 19 d'entre eux et diminué dans les 4 autres. Les recettes totales provenant des charges sociales au Canada en pourcentage du PIB se sont accrues de 2,3 points de pourcentage, soit 67,6 %. L'Allemagne a affiché une hausse équivalente, en points de pourcentage, se classant ainsi également au troisième rang parmi les 6 pays du G-7 dans lesquels le ratio a augmenté. Il s'agit de la septième plus forte hausse en points de pourcentage parmi les 19 pays membres de l'OCDE qui ont connu un accroissement de leur ratio.



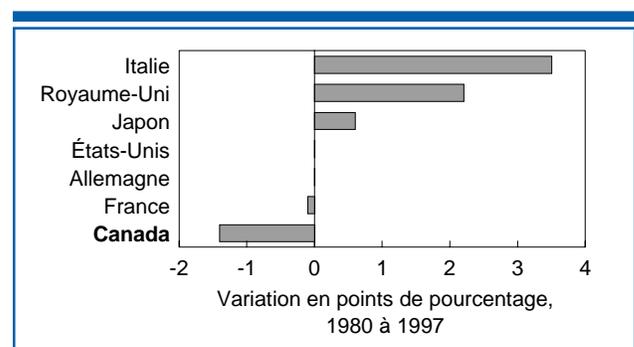
## L'impôt foncier a grimpé dans la plupart des pays du G-7



Entre 1980 et 1997, le ratio impôt foncier-PIB s'est accru dans 5 pays du G-7 et a fléchi dans les 2 autres. Parmi les 23 pays membres de l'OCDE à l'étude, le ratio a progressé dans 17 d'entre eux et diminué dans les 6 autres. Les recettes tirées de l'impôt foncier au Canada en pourcentage du PIB ont augmenté de 0,8 point de pourcentage (passant de 2,9 % à 3,7 %), soit 27,6 %, au cours de cette période. Cela vaut au Canada le deuxième rang des hausses les plus faibles dans les 5 pays du G-7 dans lesquels le ratio a crû, mais un rang se situant au milieu du peloton parmi les 17 pays membres de l'OCDE ayant enregistré une progression de leur ratio.

## Les taxes à la consommation ont baissé au Canada

Entre 1980 et 1997, le ratio taxes à la consommation-PIB a grimpé en Italie, au Royaume-Uni et au Japon, et diminué au Canada et en France, demeurant inchangé en Allemagne et aux États-Unis. Parmi 23 pays membres de l'OCDE, ce ratio s'est accru dans 12 d'entre eux, a diminué dans 9, demeurant inchangé dans les 2 autres. Les recettes provenant des taxes à la consommation au Canada en pourcentage du PIB ont reculé de 1,4 point de pourcentage (passant de 10,4 % à 9,0 %), soit 13,5 %. Il s'agit de la baisse la plus importante parmi les pays du G-7 et de la deuxième baisse en importance, en points de pourcentage, parmi les 9 pays membres de l'OCDE dans lesquels le ratio a diminué.



**Tableau 3 : Sources de variation au chapitre des recettes fiscales totales, 1980 à 1997**

	Variation totale	Apport des composantes*				
		Particuliers	Sociétés	Salaires	Patrimoine	Consommation
	points de %			%		
Allemagne	-1,0	240,0	60,0	-230,0	30,0	-
Australie	2,4	20,8	45,8	25,0	25,0	-12,5
Autriche	4,0	12,5	17,5	67,5	-15,0	-5,0
Belgique	2,3	-47,8	39,1	56,5	13,0	34,8
<b>Canada</b>	<b>4,8</b>	<b>64,6</b>	<b>2,1</b>	<b>47,9</b>	<b>16,7</b>	<b>-29,2</b>
Corée	3,9	41,0	7,7	43,6	38,5	-33,3
Danemark	4,1	56,1	26,8	26,8	-19,5	-17,1
Espagne	9,8	25,5	14,3	2,0	9,2	48,0
États-Unis	2,1	38,1	-9,5	57,1	14,3	-
Finlande	9,6	12,5	25,0	45,8	4,2	12,5
France	3,4	26,5	14,7	20,6	26,5	-2,9
Grèce	9,4	9,6	12,8	26,6	2,1	40,4
Irlande	0,2	-50,0	900,0	-100,0	-50,0	-650,0
Islande	3,0	130,0	6,7	36,7	26,7	-73,3
Italie	14,0	30,0	12,9	23,6	8,6	25,0
Japon	3,4	-8,8	-35,3	94,1	29,4	17,6
Luxembourg	3,5	-57,1	42,9	-20,0	34,3	100,0
Norvège	-0,1	1 100,0	500,0	-600,0	-400,0	-700,0
Pays-Bas	-3,3	163,6	-42,4	3,0	-9,1	-9,1
Royaume-Uni	0,3	-500,0	433,3	-433,3	-133,3	733,3
Suède	3,1	-58,1	64,5	48,4	48,4	-3,2
Suisse	4,9	4,1	6,1	75,5	10,2	6,1
Turquie	10,0	-18,0	9,0	15,0	-2,0	57,0
G-7**	3,9	17,8	6,3	43,3	13,0	17,8
OCDE	4,1	5,4	19,6	35,8	11,1	21,0

Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de l'OCDE (1999) : tableaux 3, 10, 12, 14, 20, 22 et 24

Nota : La Hongrie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal et la République tchèque sont exclus puisqu'on ne dispose d'aucune composante ou que de certaines d'entre elles.

### La croissance de l'impôt des particuliers a dominé au Canada

Comme on l'a mentionné, le ratio total impôts-PIB au Canada a augmenté de 4,8 points de pourcentage, soit 15,0 %, entre 1980 et 1997. L'accroissement du ratio impôt des particuliers-PIB a représenté près de 65 % de cette hausse. L'augmentation du ratio charges sociales-PIB en a représenté 48 % et le ratio impôt foncier-PIB, 17 %. La part de la progression du ratio impôt des sociétés-PIB a été très faible (2 %). Les majorations ont été neutralisées par une baisse de 29 % du ratio taxes à la consommation-PIB (tableau 3).

Le profil des variations a différé considérablement d'un pays à l'autre. En moyenne, parmi les pays du G-7, la hausse du ratio charges sociales-PIB a été le principal facteur, représentant 43 % de l'accroissement du ratio total impôts-PIB. L'augmentation du ratio impôt des particuliers-PIB et du ratio taxes à la consommation-PIB a constitué 18 % dans l'un et l'autre cas. Les hausses des ratios impôt foncier-PIB et impôt des sociétés-PIB ont représenté 13 % et 6 % respectivement.

En moyenne, la hausse du ratio charges sociales-PIB a joué le rôle principal dans l'accroissement du ratio total impôts-PIB de 23 pays de l'OCDE (représentant 36 %). Les deuxième et troisième rangs ont été occupés par les hausses des ratios taxes à la consommation-PIB et impôt des sociétés-PIB (constituant 21 % et 20 % respectivement). L'augmentation du ratio impôt foncier-PIB a représenté 11 %. Le facteur le moins important a été la progression du ratio impôt des particuliers-PIB, correspondant à 5 % seulement.

#### Perspective

#### ■ Documents consultés

LIN, Z. «Fiscalité internationale», *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, automne 2000, vol. 12, n° 3, p. 17 à 21.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Statistiques des recettes publiques, 1965/1998*, Paris, OCDE, 1999.